

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ACTION
EXERCÉE
CONTRE LES TIERS RESPONSABLES
EN
MATIÈRE D'ACCIDENTS
DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Science Juridique)

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Mars 1915, à 2 heures

PAR

V. NESTOESCO

Président : PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. GIDE, professeur
CAPITAN, professeur

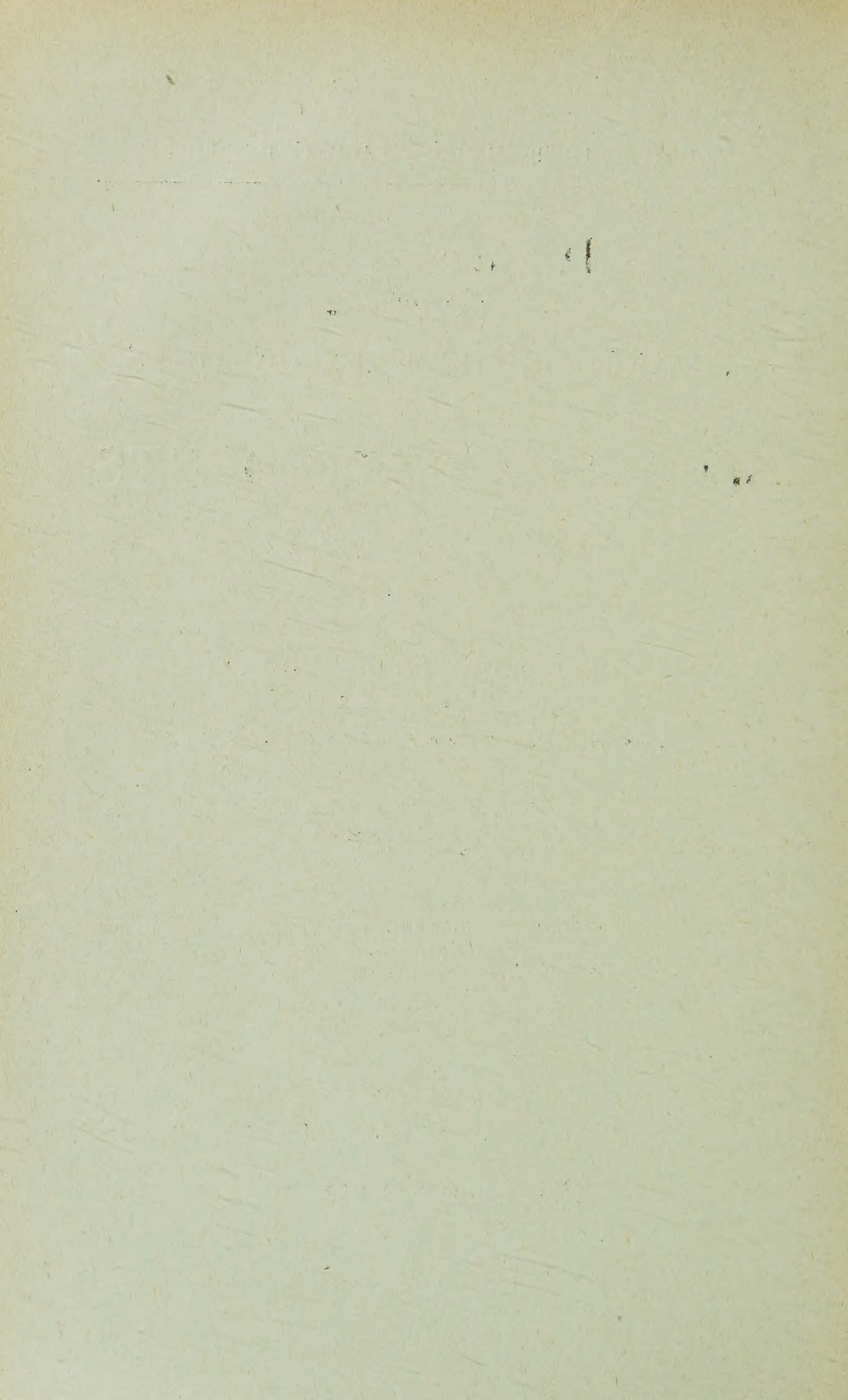
PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLE

1915



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ACTION
EXERCÉE
CONTRE LES TIERS RESPONSABLES
EN
MATIÈRE D'ACCIDENTS
DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Mars 1915, à 2 heures

PAR

V. NESTORESKO

Président : PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. GIDE, professeur
CAPITAN, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1915





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Aubry et Rau. — *Cours de droit civil français*, 5^e édit., 1907, t. V.
Baudry-Lacantinerie et Wahl. — *Traité du Contrat de louage*, t. II, 1906.
Bellom. — *De la responsabilité en matière d'accident du travail*.
Loubat. — *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., 1906.
Planiol. — *Droit Civil*, 6^e édit., t. II.
Sachet. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 5^e édit., 1909.
Saleilles. — *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897
Saintelette. — *Responsabilité et garantie*, Bruxelles, 1884.
Larnaude. — *La loi sur les accidents du travail et l'agriculture*, 1899.
Dalloz. — *Périodique*.
Sirey. — *Recueil des Lois et Arrêts*.
Revue judiciaire des accidents du travail.
Recueil périodique d'assurances.
Recueil de la Gazette des tribunaux.
Pandectes françaises. — *Recueil de jurisprudence et législation*.
Gazette des tribunaux.
La loi, Journal judiciaire Quotidien.
Journal officiel.
Gazette du Palais.
Journal du Palais.

INTRODUCTION

Avant la loi du 9 avril 1898 les accidents du travail étaient régis par les principes du droit commun sur la responsabilité.

L'ouvrier victime de l'accident ne pouvait donc obtenir la réparation du préjudice qu'il subissait qu'à la condition de prouver que le chef d'entreprise avait, soit directement, soit par le fait de personnes à son service, commis quelque faute, cause de l'accident.

A défaut de cette preuve, l'ouvrier ne pouvait prétendre à aucune indemnité de la part de son patron.

Par suite, restaient à sa charge tous les accidents dus au cas fortuit, à la force majeure, à sa faute même excusable et enfin aux fautes de son patron lorsqu'il était dans l'impossibilité de les prouver.

Aussi, dans le plus grand nombre des cas les dispositions de l'art. 1382 Code civil, n'offraient-elles aucun recours aux victimes d'accident du travail.

D'autre part, quand une action était engagée, les juges ne trouvant aucune règle dans la loi, appréciaient fort différemment le dommage causé, en s'inspirant le plus sou-

vent de considérations étrangères au fait lui-même, telle que la fortune du patron ou les bénéfices présumés qu'il réalisait. Leurs décisions différaient suivant les régions, selon les personnes et les mêmes faits donnaient lieu à des indemnités variant du simple au double.

Ces considérations ont inspiré la loi de 1898, qui s'est efforcé de donner satisfaction, non seulement aux ouvriers victimes des accidents, mais aussi aux chefs d'entreprise.

Elle décide en substance, que le patron doit réparer le préjudice causé à la victime sans rechercher les causes de l'accident, mais que cette réparation, au lieu d'être intégrale, représentera uniquement une partie de la perte du salaire résultant de l'accident.

Il est permis donc de dire avec M. Ricard, rapporteur à la Chambre, que la loi du 9 avril 1898 a été inspirée par la plus haute pensée de concorde et d'apaisement, qu'elle est une œuvre de pacification et surtout une œuvre de justice.

*
* *

Toutefois, si la loi de 1898 a rendu le patron garant de tous les accidents dont ses ouvriers et préposés sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, il n'en résulte nullement que dans le cas où l'accident est imputable à la faute d'une personne autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, cette personne soit déchargée de sa responsabilité.

Contre ce tiers la loi du 9 avril 1898, qui est une loi spéciale ayant pour objet de régler les rapports d'ouvriers à patrons ou entrepreneurs, ne saurait en aucune façon être invoquée.

Mais, sa responsabilité pourra être mise en jeu conformément aux règles du droit commun formulées par les art. 1382 et s. C. civ.

La victime ou ses ayants droit conservent donc dans ce cas, indépendamment de l'action spéciale que la loi de 1898 leur accorde contre le patron, une action directe aux termes de l'art. 1382 C. civ., contre l'auteur de l'accident autre que le patron ou ses ouvriers et préposés.

D'autre part, comme d'après le droit commun, toute personne qui a été lésée par la faute d'autrui a le droit d'être indemnisée, il en résulte qu'en dehors de l'action en réparation du blessé ou de ses ayants droit, le tiers auteur responsable de l'accident pourra être attaqué par le chef d'entreprise, qui subit un préjudice par le paiement des indemnités dont il a été tenu envers la victime.

L'art. 7 de la loi de 1898, en consacrant ces deux recours, de l'ouvrier et du chef d'entreprise contre le tiers, ne fait donc qu'un rappel des principes généraux.

Il décide que :

« Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers

et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rente servie par la caisse nationale des retraites. En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux art. 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Le premier et le second paragraphes de cet article ont pour origine un amendement présenté à la chambre des députés par M. Bernard, qui disait, qu'il est nécessaire de résoudre expressément la question de savoir si indépendamment de l'action organisée contre le chef d'entreprise par la loi de 1898, les victimes conservent contre les auteurs directs des accidents, l'action personnelle qui résulte de l'art. 1382 C., civ. pour éviter ainsi toute difficulté en ce qui concerne l'existence même de cette action.

Puis, il précisait les conditions d'exercice de cette action,

par le patron et par l'ouvrier, en ajoutant que, les indemnités ne pourront pas être annulées (1).

La loi du 22 mars 1902 a complété le second paragraphe et en a ajouté un troisième.

La première modification a pour objet de rendre possible l'imputation des indemnités dues par le patron et le tiers responsable de l'accident, en décidant que, dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité incombant au tiers, doit être comme celle qui est à la charge du patron, allouée sous forme de rente viagère.

Le second paragraphe ajouté en 1902 constitue une explication précise du texte original du § 2 de l'art. 7, qui statuant que l'indemnité mise à la charge du tiers, exonérera jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise, laissait croire qu'il sera déchargé du service de la rente et non de l'indemnité journalière, frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

Quant au paragraphe final, qui a son origine dans un amendement de M. de la Batie, comme nous le verrons plus tard, il consacre en termes exprès le droit du patron d'agir contre le tiers auteur de l'accident, en réparation du préjudice causé.

(1) *Jour. Off.*, 8 juillet 1888, *déb. parl.*, p. 2014.

*
* *

Un même accident sera donc susceptible de donner ouverture à deux actions, l'une au profit de la victime ou de ses représentants, ayant comme fondement le risque professionnel, l'autre conformément aux règles du droit commun et appartenant d'une part à la victime ou à ses représentants et d'autre part, au chef d'entreprise.

C'est cette dernière action que nous nous proposons d'étudier.

Le grand nombre de difficultés soulevées en pratique par l'exercice de cette action prouve à l'évidence l'importance de notre étude.

*
* *

Notre travail se divise en quatre parties :

Dans une première, nous avons insisté sur la question de savoir par qui l'action de droit commun pourra être exercée. Elle comporte trois chapitres, dont le premier a été consacré à l'exercice de l'action de droit commun, par la victime ou ses représentants.

Dans le second chapitre de cette partie, — après avoir étudié l'exercice de l'action par le chef d'entreprise, — nous avons essayé de démontrer la nature juridique de cette action.

Le troisième est consacré à l'exercice de l'action par l'assureur.

Dans la seconde partie, nous avons essayé de fixer le cercle des personnes qui peuvent être attaquées par le recours de droit commun, en précisant le sens du mot tiers.

Enfin, la troisième et la quatrième parties ont pour objet l'étude des effets de l'exercice de l'action et la procédure.

PREMIÈRE PARTIE

Personnes pouvant exercer l'action de droit commun.

L'article 7, qui dit que l'action de droit commun peut être exercée par la victime ou ses représentants et par le patron, ne s'occupe que des personnes auxquelles s'applique la loi de 1898.

Il vise ces différentes personnes, pour décider qu'en dehors de l'action spéciale qui leur est réservée par la loi du 9 avril 1898, elles peuvent exercer l'action de droit commun de l'art. 1382, du Code civil, contre le tiers à la faute duquel est imputable l'accident du travail.

Mais, en dehors de ces personnes, il peut en exister d'autres, parentes ou non de la victime, qui peuvent avoir subi un grave préjudice du fait de l'accident.

Ces personnes ne peuvent exercer l'action de la loi de 1898, contre le patron, mais elles peuvent toujours demander à l'auteur de l'accident, autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, la réparation du dommage qu'elles ont subi de ce chef (art. 1382 et s., C. civ.).

Nous n'avons rien à dire sur le droit de ces personnes,

auxquelles le risque professionnel est étranger. Il nous faut seulement étudier l'exercice de l'action de droit commun, par les personnes visées à l'art. 7, c'est-à-dire :

1° La victime ou ses représentants, et

2° Le patron.

Dans un autre chapitre, nous étudierons le droit de l'assureur.

CHAPITRE PREMIER

EXERCICE DE L'ACTION PAR LA VICTIME OU SES REPRÉSENTANTS

« Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et proposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. »

L'art. 7 accorde donc expressément, à la victime ou à ses représentants, le droit de demander la réparation du préjudice causé, dans les termes du droit commun, contre les auteurs de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés. En dehors de l'action spéciale de la loi de 1898, la victime ou ses représentants ont ainsi l'action de l'art. 1382, C. civ., qu'ils peuvent intenter contre l'auteur de l'accident.

« Indépendamment » dit le texte et de là résulte certainement le bénéfice de ces deux actions, au profit de la victime ou ses représentants.

Il est incontestable que cette action, que la victime ou ses ayants droit peuvent intenter contre le tiers respon-

sable de l'accident, est l'action de l'art. 1382, C. civ. La victime ou ses représentants « conservent » le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun, — dit la loi — donc elle n'a pas créé une action nouvelle, elle n'a fait que conserver à leur profit, l'action qui appartient à toute personne qui subit un préjudice par le fait d'autrui.

Il en résulte que la demande en réparation contre le tiers doit être fondée sur une faute et que cette faute doit être prouvée par la victime ou ses représentants.

Peu importe que l'incapacité de travail ait dépassé ou non quatre jours, ou que l'aptitude au travail ait été ou non diminuée, l'action contre le tiers sera admissible, du moment que la victime ou ses représentants prouvent un préjudice quelconque.

Ils peuvent employer pour l'exercice de cette action toutes les voies dont ils auraient disposé sous l'empire du droit commun, notamment celle de se porter partie civile au cours d'une poursuite correctionnelle exercée contre le tiers responsable de l'accident.

Le passage de l'art. 7, qui vise l'application des règles du droit commun peut, en effet, être interprété comme faisant allusion, non seulement à l'art. 1382, C. civ., mais aussi aux art. 1 et 3 du Code d'instruction crim., puisque le droit commun en cette matière, n'est pas seulement le droit de demander la réparation du préjudice, en prouvant en dehors de ce préjudice, la faute de celui qui l'a causé, mais aussi le droit de s'adresser aux tribunaux

compétents (C. de Paris, 27 mars 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1,539.)

Au surplus, le blessé peut intervenir dans l'instance engagée par le chef d'entreprise, contre les tiers auteurs responsables de l'accident, en vue d'obtenir de celui-ci, des indemnités supérieures aux indemnités fixées par la loi de 1898.

Une seule restriction reste à observer, à savoir que, si le patron, qui a payé les indemnités forfaitaires à la victime, exerce l'action de droit commun contre le tiers responsable de l'accident, et si ce tiers interjette appel du jugement qui l'a condamné à rembourser ces indemnités, l'ouvrier victime, ne saurait intervenir pour la première fois devant la Cour d'appel pour réclamer le complément d'indemnité qui peut lui être dû.

La Cour de Paris a décidé ainsi, dans son arrêt en date du 11 novembre 1910 (D. P. 1911, 2, 169) que voici :

« Considérant, d'une part, que l'intervention d'un tiers en cause d'appel n'est recevable que lorsque ce tiers a un intérêt dans le procès et pourrait former tierce opposition, que tel n'est pas le cas de R.,

Considérant d'autre part que sa demande est une demande nouvelle essentiellement distincte de celle formée par la M., qu'à tout point de vue son intervention est irrecevable...

Par ces motifs...

L'argument que fait valoir la Cour dans sa décision, c'est, qu'il est de principe qu'on ne peut pas former devant la

Cour d'appel aucune demande nouvelle (C. pr. civ., art. 464). Il est vrai qu'une dérogation à cette règle est admise en faveur de la personne qui serait en droit, le cas échéant de former tierce opposition (C. pr. civ., art. 466) celle-ci pouvant intervenir devant la Cour d'appel, soit comme demanderesse soit comme défenderesse. Mais, l'ouvrier dans l'espèce, n'aurait eu nullement qualité pour former tierce opposition à l'arrêt rendu sur l'action récursoire du patron.

Nous laissons de côté la question de savoir si la victime peut se porter partie civile devant le tribunal correctionnel, quand la responsabilité du patron découle d'une infraction. Elle rentre dans l'étude de l'action spéciale de la loi de 1898, ce qui est en dehors du cadre de notre étude.

L'action que la victime ou ses représentants ont contre le tiers responsable de l'accident et l'action que leur compète en vertu de la loi de 1898, étant aux termes mêmes de l'art. 7, indépendantes l'une de l'autre, il en résulte qu'elles peuvent être exercées simultanément ou successivement.

L'opinion d'après laquelle, l'ouvrier qui a obtenu une indemnité du tiers, ne pourrait plus agir contre le patron que si l'indemnité mise à la charge de ce tiers est inférieure au tarif forfaitaire et seulement pour la différence, nous semble erronée, pour le motif que l'action spéciale étant accordée à la victime par une loi d'ordre public, le bénéfice de cette action ne pourrait lui être retiré que par une disposition

expresse de la loi. Or, cette disposition n'existe pas. Vraiment objecte-t-on que l'indemnité due par le tiers exonère le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge (art. 7 second al.). Il n'en résulte nullement, en effet, que le droit de la victime contre son patron soit éteint pour le montant des indemnités que le tiers doit supporter. Au contraire, une instance contre le chef d'entreprise, aura pour effet de déterminer l'indemnité qu'il doit supporter et de préciser si l'indemnité au paiement de laquelle le tiers a été condamné, est égale, ou inférieure à l'indemnité forfaitaire (1).

Au surplus, l'action contre le chef d'entreprise peut être justifiée par l'insolvabilité du tiers. Enfin, la fixation de l'indemnité due par le patron est utile pour l'action en révision, qui ne peut être exercée qu'en cas d'accord ou de décision entre les parties.

Mais, si ces deux actions peuvent être exercées simultanément, la victime ne pourrait-elle assigner le tiers responsable et le patron dans une seule et même instance?

Nous ne le croyons pas, pour le motif que deux actions ne peuvent être jointes, qu'en cas de connexité ; et, deux actions sont connexes, quand elles reposent sur le même fondement et exigent l'examen des mêmes questions pour apprécier les obligations respectives des parties.

Or, entre l'action exercée par la victime contre le chef d'entreprise et celle exercée contre le tiers responsable, il

(1) Leubet, 6326.

n'existe aucune connexité, l'une ayant comme fondement le risque professionnel et exigeant l'examen de la loi de 1898, l'autre un quasi-délit et nécessitant l'interprétation de l'art. 1382, C. civ.

Le tiers étant tenu de réparer le préjudice subi par la victime ou ses représentants, à cause de l'accident imputable à sa faute, dans les termes du droit commun, il en résulte que l'indemnité, due par lui, doit être égale au montant intégral du préjudice. Au contraire, le chef d'entreprise n'étant obligé qu'en vertu de la loi de 1898, — l'ouvrier ne pouvant se prévaloir contre lui d'aucune disposition autre que celles de cette loi, — ne sera jamais tenu à une réparation complète, la loi ayant fixé forfaitairement les indemnités qu'il doit et qui représentent une partie seulement de la perte du salaire de la victime, résultant de l'accident.

Si donc, l'ouvrier victime de l'accident ou ses représentants, se sont d'abord adressés au chef d'entreprise et ont reçu de celui-ci l'indemnité à laquelle ils ont droit en vertu de la loi de 1898, ils pourront agir ensuite contre le tiers responsable pour une indemnité plus élevée.

Si, au contraire, la victime ou ses représentants ont immédiatement agi contre le tiers responsable et ont obtenu par cette voie la totalité de l'indemnité réparant le préjudice causé, en général ils n'auront plus d'intérêt à agir contre le chef d'entreprise. Cependant leur droit est incontestable, pour le motif qu'une instance contre le patron, pourra préciser si l'indemnité obtenue du tiers est égale ou

inférieure à l'indemnité forfaitaire et dans ce dernier cas, le chef d'entreprise n'étant pas complètement exonéré, sera tenu envers la victime de la différence.

Mais, quoique la victime ou ses représentants puissent exercer simultanément ou successivement l'action du droit commun de l'art. 1383, C. civ., contre le tiers responsable et l'action spéciale de la loi du 9 avril 1898, contre le chef d'entreprise, il ne leur est pas permis de cumuler les deux indemnités, sinon, l'accident deviendrait pour eux une source d'enrichissement illicite, l'indemnité ne pouvant jamais dépasser le préjudice subi.

Cette solution résulte des termes mêmes de l'art. 7 de la loi de 1898, qui dit que l'indemnité que la victime ou ses représentants obtiendront du tiers auteur responsable de l'accident, exonéra jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise des obligations que la loi met à sa charge.

D'où, résulte cette double conséquence :

1^o Si l'indemnité obtenue du tiers responsable de l'accident, est inférieure à l'indemnité forfaitaire fixée par la loi de 1898, le chef d'entreprise sera tenu à compléter le chiffre de cette indemnité.

Au contraire, si elle est supérieure ou égale, il sera complètement exonéré.

2^o Si l'indemnité forfaitaire obtenue du chef d'entreprise, n'éteint pas la totalité du préjudice subi par la victime ou ses représentants, le tiers auteur de l'accident devra la compléter jusqu'à la réparation intégrale du préjudice.

Cette exonération du chef d'entreprise des obligations

que la loi met à sa charge, n'aura effet qu'après le paiement effectif par le tiers responsable, des indemnités dont il est tenu.

Le tribunal civil d'Avignon adopte cette solution dans son jugement en date du 29 octobre 1913 (*Rev. Judiciaire des acc. du trav.*, 1913, 1,184) :

« Le chef d'entreprise, dit ce jugement, n'est pas exonéré des obligations que la loi lui impose à l'égard d'un ouvrier victime d'un accident de travail, par le seul fait qu'un jugement aura condamné le tiers responsable au paiement d'une rente supérieure à celle due par le chef d'entreprise ; il faut que cette condamnation ait pu être exécutée. A défaut, le patron reste tenu. »

Car, ajoute le jugement, « attendu... qu'il n'est pas douteux, en effet, que la loi a eu pour but de protéger l'ouvrier dans tous les cas et qu'en lui donnant le droit de poursuivre directement le tiers auteur de l'accident, elle n'a pu lui enlever la garantie de la responsabilité du patron.

Qu'il y a lieu d'interpréter les termes du § 2, de l'art. 7, invoqué dans ce sens que, le patron est exonéré des obligations mises à sa charge quand l'indemnité allouée aux ouvriers ou ayants droit en vertu d'un jugement prononcé contre le tiers, aura été payée par le tiers, mais, qu'en cas d'insolvabilité du tiers, l'ouvrier ou ses ayants droit conservent leur recours contre le patron. »

Pour l'appréciation de l'indemnité due par le tiers, auteur de l'accident, les juges ont la plus entière liberté, conformément aux règles du droit commun (En ce sens :

C. de Lyon, 1912, *Rev. jur. des acc. du travail*, 1912, 1, 23 ; Trib. com. Seine, 3 nov. 1906, P. Fr., 1907, II, 74.)

Il nous reste à dire encore quelques mots sur la question des représentants de la victime.

L'art. 7, qui réserve à la victime, indépendamment de l'action organisée contre le chef d'entreprise par la loi de 1898, une action directe et personnelle, fondée sur l'art. 1382, C. civ., ajoute que cette dernière action pourra être exercée, non seulement par la victime, mais aussi, par ses représentants, dans les mêmes conditions et avec les mêmes moyens.

Une seule observation reste à faire, à savoir, que l'art. 7 ne s'occupe que des personnes auxquelles s'applique la loi de 1898, et qu'en conséquence, les représentants visés par lui, ne sont que les ayants droit de la victime limitativement désignés par l'art. 3, à savoir :

1° Le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, lorsque le mariage a été contracté avant l'accident ;

2° Les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, âgés de moins de 16 ans, et enfin — à défaut de conjoint survivant ou des enfants,

3° Les ascendants ou descendants qui étaient à la charge de la victime.

Il vise ces personnes pour décider qu'elles peuvent exercer en dehors de l'action spéciale de la loi de 1898, l'action de droit commun, contre le tiers responsable.

Il laisse ainsi de côté tous ceux auxquels le risque professionnel est étranger. Il faut donc admettre — et sur ce

point tout le monde est d'accord, — que contre le tiers responsable de l'accident, ce ne sont pas seulement les ayants droit spécifiés par l'art. 3 qui peuvent agir, mais encore toutes les personnes, même non parentes, ne bénéficiant pas du risque professionnel, à qui le décès de la victime a causé un préjudice.

Il est incontestable que les ayants droit déterminés par la loi du 9 avril 1898, ayant le bénéfice de deux actions : l'une contre le tiers — l'action de droit commun — et l'autre contre le chef d'entreprise, — l'action spéciale, — sont plus avantagés, surtout, en cas d'insolvabilité du tiers, et pour le cas aussi où l'indemnité à laquelle le tiers a été condamné est inférieure à l'indemnité forfaitaire.

Avant de finir notre chapitre, ajoutons quelques observations à l'égard de la transaction qui peut intervenir entre la victime et le tiers responsable de l'accident.

La victime d'un accident du travail imputable à la faute du tiers, ayant le droit de demander à celui-ci la réparation intégrale du préjudice causé, peut transiger avec le tiers sur ce droit. Il est certain que, si elle a obtenu du chef d'entreprise une indemnité forfaitaire, elle ne pourra transiger que sur le supplément d'indemnité que lui doit le tiers auteur de l'accident.

Une seule condition s'impose, à savoir que, cette transaction ne soit pas contraire aux dispositions d'ordre public de la loi du 9 avril 1898, car dans ce cas, elle sera nulle de plein droit en conformité de l'art. 30 de la même loi.

Par conséquent, une transaction aboutissant au paiement

d'un capital par le tiers responsable, étant contraire à l'art. 7 de la loi, — qui décide qu'en cas d'incapacité permanente ou de mort, l'indemnité due par le tiers auteur de l'accident devra être attribuée sous forme de rente, — sera nulle de plein droit.

La Cour de Lyon a statué ainsi dans son arrêté du 9 mai 1912 (*Rev. jud. des acc. du trav.*, 1912, 1, 215) que voici.

« L'ouvrier victime d'un accident du travail peut valablement transiger avec le tiers responsable, mais dans la mesure toutefois où les conditions respectent les dispositions d'ordre public de la loi.

Est nul en conséquence comme violant l'art. 7 de cette loi, la transaction aboutissant au paiement d'un capital par le tiers responsable. »

Le tribunal correctionnel de la Seine exprime la même idée dans un jugement en date du 8 juin 1913 (*Rec. gaz. trib.*, 1913, 2, 433).

« Au terme de l'art. 2, § 1 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail d'aucune disposition autre que celle de la loi du 9 avril 1898. Cette stipulation est d'ordre public et en conformité de l'art. 30 de la loi de 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, toutes conventions contraires, sont nulles de plein droit, en conséquence doit être annulée une transaction entre la victime et le tiers si elle n'est pas conforme aux dispositions de la loi précitée »

Mais, cette transaction intervenue entre le tiers et la victime, est-elle opposable au patron ?

Un arrêt de la Cour de Paris (7^e chambre), 27 juin 1903 (1), confirmant un jugement du trib. civ. de la Seine, 27 janvier 1903, a déclaré que l'ouvrier peut transiger avec le tiers sans que le patron puisse lui faire grief de ce qu'il est privé de tout recours contre ce tiers. Que donc, la transaction intervenue entre la victime et le tiers responsable de l'accident est opposable au patron, qui perd le droit de répéter contre ce tiers, les indemnités dont il est tenu légalement en vertu de la loi de 1898.

Pour nous, — et c'est en ce sens que s'est prononcé une partie de la jurisprudence, — cette transaction intervenue entre le tiers et la victime sans l'intervention ou l'assentiment du patron, ne peut avoir effet qu'entre les parties contractantes ; par suite, elle doit être considérée à l'égard du patron, comme *res inter alios acta*, ne pouvant plus lui être opposable.

Nous reviendrons sur cette question, dans le chapitre suivant, qui est consacré à l'exercice de l'action de droit commun, par le patron.

(1) *Rev. jud. des accid. du travail*, 1903, page 278.

CHAPITRE II

EXERCICE DE L'ACTION DE DROIT COMMUN PAR LE PATRON

Après avoir reconnu à la victime ou à ses représentants, le droit d'agir contre le tiers auteur responsable de l'accident, l'art. 7 ajoute :

« Cette action contre le tiers responsable, pourra même être exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses représentants si ceux-ci négligent d'en faire usage ».

Ce droit d'exercer l'action du droit commun contre les tiers responsables de l'accident, est accordé au patron à cause du préjudice qu'il subit par le paiement des indemnités forfaitaires, auquel il est tenu en vertu de la loi du 9 avril 1898, quoique l'accident soit imputable à la faute du tiers, car, le fait que l'auteur de l'accident est une personne étrangère à l'entreprise, n'a pour effet de l'exonérer de la responsabilité que la loi du 9 avril 1898 met à sa charge (Cass., 1^{er} août 1906, *Pand F.*, 1909, 1, 541 ; Grenoble, 10 avril 1908, D. P. 1913, 5, 15).

Il en résulte, que si l'accident ne rend pas le patron dé-

biteur des indemnités en exécution de la loi de 1898, ce qui a lieu dans le cas où l'incapacité de travail n'a pas dépassé quatre jours ou si les blessures n'ont eu aucune influence sur l'aptitude de la victime au travail, il ne pourra pas agir contre le tiers auteur de l'accident.

Mais, dans le cas où il en sera tenu, il pourra intenter l'action du droit commun de l'art. 1382, C. civil, contre le tiers auteur responsable de l'accident, même s'il est assuré, car, quoique l'art 16, modifié par la loi de 1905 substitue l'assureur au patron dans les condamnations prononcées contre ce dernier en paiement des rentes et pensions, il ne lui enlève pas tout intérêt à l'exercice de cette action. A la vérité, le patron quoique couvert par une assurance peut être actionné directement par l'ouvrier pour le paiement des indemnités journalières, frais médicaux, pharmaceutique, et funéraires quand l'assureur est devenu insolvable. Dans ce cas il a tout intérêt à agir contre le tiers auteur responsable de l'accident, en remboursement de ce qu'il a payé à la victime ou ses représentants.

De même, quand il a été tenu de payer à la victime des rentes et pensions malgré la substitution dont parle l'art. 16 de la loi de 1898, il peut répéter contre le tiers tout ce qu'il a payé : ce qui a lieu dans les cas où la police d'assurance est frappée d'une déchéance qui, — en conformité de l'art. 11 du décret de 28 février 1898, modifié par le décret de 27 décembre 1906, — ne peut être opposée aux ouvriers créanciers. L'assureur devant acquitter à la victime les pensions forfaitaires dues par le patron, malgré les nullités

encourues par ces déchéances, peut se faire subroger dans les droits de la victime contre le chef d'entreprise, de telle sorte que, ce dernier étant tenu de restituer à la société d'assurance les rentes et pensions que celle-ci a acquittées à la victimes, a tout intérêt à agir contre le tiers en remboursement de ce qu'il a payé.

Le tiers auteur de l'accident étant responsable à l'égard du patron comme à l'égard de la victime, dans les termes du droit commun, il en résulte que, le patron ne pourra obtenir de condamnation contre lui, que s'il prouve que l'accident est arrivé par sa faute.

D'autre part, le tiers devant réparer complètement le préjudice que l'accident imputable à sa faute a causé, sera tenu non seulement de restituer au patron ce que celui-ci a payé à la victime à cause de l'accident, — à savoir les indemnités forfaitaires, et souvent un supplément d'indemnité au paiement duquel il a été condamné en vertu d'une action en révision, — mais aussi l'indemnité du préjudice personnel qui lui a causé l'accident, par exemple : la privation d'un auxiliaire indispensable (Bordeaux, 7 mai 1907, *Rec. pér. des ass.*, 1910, page 514).

Mais, d'après l'art. 7 de notre loi, le patron ne peut exercer l'action de droit commun contre les tiers responsables que si la victime ou ses représentants négligent d'en faire usage. Il semble donc, que le législateur aurait subordonné le recours du chef d'entreprise, contre le tiers auteur de l'accident à l'inaction de la victime ou de ses représentants. Le patron ne pourrait ainsi agir que

si la victime ou ses ayants droit négligent de le faire.

C'est ainsi, que la plus grande partie des auteurs (1) interprètent cette disposition de l'art. 7 et c'est ainsi, que s'est fixée la Jurisprudence, par l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1908.

Nous verrons plus tard, qu'il faut donner au texte une autre interprétation, qui traduit mieux l'intention du législateur.

Pour l'instant, observons seulement que, le chef d'entreprise peut agir contre le tiers responsable de l'accident, même avant qu'il paie. On objectera vainement qu'il n'est pas créancier du tiers, car, comme font observer MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, s'il devait préalablement s'acquitter, il ne pourrait agir contre le tiers, qu'après le décès du rentier (2).

A plus fort raison, pourrait-il agir s'il a payé ou si la victime l'a actionné en paiement des indemnités forfaitaires sans actionner le tiers.

Il peut aussi intervenir dans l'instance introduite par la victime contre le tiers responsable, pour se faire restituer les indemnités temporaires et les frais médicaux et pharmaceutiques qu'il aurait déjà payés (art. 7, al. 3); ce droit, doit lui être reconnu, même pour le cas où la victime se serait portée partie civile au cours de la poursuite correctionnelle exercée contre le tiers responsable de l'ac-

(1) Sachet, n. 770. Loubat, 1702, 1711.

(2) Baudry et Lacantinerie et Wahl. t. II, 1^{re} partie, 2525.

cident, car, dit M. Loubat, la disposition de l'art. 7 est absolue et générale (1).

Cette opinion a été adoptée par la Cour de cassation (crim.) dans son arrêt du 13 fév. 1904, D. P., 1904 1., 533 où elle dit que :

« Si le droit d'intervention devant les tribunaux de répression ne peut être exercé que sous certaines conditions, le droit d'intervention à l'instance engagée devant les tribunaux correctionnels par un ouvrier victime d'un accident contre le tiers responsable de cet accident, résulte pour le patron de l'ordre de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902 ». (Voir aussi Cass. civ., 1909, *Rev. jud. des acc. du travail*, page 216.)

D'autre part, l'art. 7 qui soumet à l'application des règles du droit commun l'action qu'il prévoit, pouvant être interprété comme faisant allusion non seulement à l'art. 1832, C. civ., mais aussi aux art. 4 et 3 du Code de proc. crim., il en résulte que le patron peut se porter partie civile devant les tribunaux correctionnels saisis par le ministère public de l'action pénale contre l'auteur de l'accident (2).

Le chef d'entreprise assigné en vertu de la loi du 9 avril 1898, n'a pas le droit d'appeler en garantie le tiers responsable de l'accident, car, dit un jugement du tribunal civil de la Seine, 14 mai 1901 (*Rec. gaz. trib.*, 1902, 2, 401), il n'y a aucune connexité entre l'action en paiement intentée en vertu de l'art. 4 de la loi de 1898 par un ouvrier contre

(1) Loubat, 1699.

(2) Loubat, 1712.

son patron et l'action intentée en vertu de l'art. 7 de la même loi, par le patron contre le tiers auteur de l'accident, la première ayant sa base dans le contrat de louage qui lie le patron à l'ouvrier, l'autre reposant sur un délit ou quasi-délit du tiers auteur de l'accident.

Mais, si le chef d'entreprise assigné en vertu de la loi de 1898 n'a pas le droit d'appeler en garantie le tiers auteur de l'accident, celui-ci ne pourra-t-il pas intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le patron ? Nous ne le croyons pas, pour ce motif que le droit d'intervention dans un procès n'est accordé qu'à la personne à laquelle le jugement à rendre pourrait préjudicier. Or, l'instance engagée entre le patron et la victime ne peut en aucune façon nuire aux droits du tiers responsable, ni constituer pour lui un préjudice, la question de responsabilité étant absolument étrangère aux débats qui s'agissent entre la victime et le chef d'entreprise (1).

Il nous reste à étudier la nature juridique de l'action que le patron peut exercer contre le tiers auteur responsable de l'accident.

Ce serait l'objet du § suivant.

§ 1. — *Nature juridique de l'action du patron.*

Nous avons dit précédemment que la faute du tiers n'exonère pas le patron de son obligation, mais qu'elle lui

(1) Sachet, 782.

ouvre seulement une action en dommages-intérêts contre celui-ci.

C'est d'un réel intérêt, de déterminer la nature juridique de cette action.

A l'occasion de l'étude de l'action de la victime contre le tiers auteur responsable de l'accident, nous avons dit, que cette action est acquise à l'ouvrier en vertu des règles générales du droit commun et que l'art. 7 ne fait que lui conserver un droit préexistant fondé sur l'art. 1382, C. civ., sans lui ouvrir un droit nouveau ou exceptionnel.

Mais, en est-il de même en ce qui concerne l'action du patron ?

L'art. 7 ne fait-il que consacrer à son profit le droit ancien ou bien modifie-t-il ce droit pour le restreindre ou l'élargir ?

Suivant l'art. 1382, C. civ., toute personne qui par sa faute ou son fait a causé un préjudice à autrui, doit le réparer.

Or, quand l'accident arrive par le fait du tiers, le chef d'entreprise éprouve un préjudice à raison de ce qu'il a dû payer des indemnités forfaitaires, qu'il n'aurait pas payées si l'accident n'avait pas lieu.

Il faut donc décider, en conformité avec ces règles de droit, que le chef d'entreprise qui est rendu débiteur des indemnités forfaitaires, peut exercer une action en dommages-intérêts contre la personne dont la faute a donné lieu à l'accident.

Il n'y a aucune raison de restreindre ce droit du patron

et la loi nouvelle ne le lui enlève par aucune disposition.

Fondée sur l'art. 1382, C. civ., l'action du patron contre le chef d'entreprise est donc, une action personnelle et directe qui lui permet de réclamer au tiers responsable de l'accident la réparation du dommage de toute nature que l'accident lui a causé.

Il est vrai, que le législateur n'a pas reconnu formellement au chef d'entreprise, le droit d'agir contre le tiers au moyen de l'action de droit commun, qu'il possédait d'après l'ancienne législation.

Mais, du silence du législateur, peut-on déduire que par prétérition, l'action de droit commun a été refusée au chef d'entreprise ?

Une disposition explicite, était-elle nécessaire, pour que l'application du droit commun fût consacrée ? Non, il était inutile de lui confirmer purement et simplement un droit auquel aucune autre disposition de la loi ne semblait faire échec.

D'autre part, l'exercice de l'action de droit commun par la victime contre le tiers, ne fait pas disparaître le préjudice du patron. Il a donc tout intérêt à agir contre l'auteur de l'accident. Le préjudice que lui cause le paiement des indemnités forfaitaires lui étant personnel, l'action qui se fonde sur ce préjudice, est une action personnelle.

Mais, l'art. 7 de la loi de 1898 n'a-t-il pas modifié ce droit du patron ? Nous ne le croyons pas. A la vérité, le texte primitif de cet article disposait que :

« Si l'ouvrier exerçait son action contre le tiers, l'indem-

nité aussi allouée exonérerait à due concurrence le chef d'entreprise et que s'il négligeait de le faire, l'action contre le tiers pourrait être exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls aux lieu et place. »

Or, dans ce texte aucune disposition expresse, — ce qui serait absolument nécessaire, — n'enlève au patron le droit d'agir en vertu de l'action de droit commun, contre le tiers responsable.

Quant aux arguments tirés de ce texte en faveur d'un autre système, nous les verrons par la suite.

Au surplus, les travaux préparatoires prouvent que le législateur n'a entendu apporter aucune dérogation au droit que le patron a en vertu du droit commun.

A la vérité, l'origine de la disposition du paragraphe dernier de l'art. 7, se trouve dans l'amendement de M. de La Batie présenté à la séance de la Chambre, du 4 juillet 1888, que voici :

« Il n'est pas dérogé aux règles du droit commun pour les actions en indemnité ou pour les recours en garantie formulés par le chef d'entreprise contre tous autres que les employés ou ouvriers victimes de l'accident. »

En effet, expliquait M. de La Batie, « les patrons, aux termes du droit commun, ont une action récursoire en garantie contre l'auteur direct de l'accident, qu'il est inutile, ce me semble de leur réserver formellement, afin que, précisément la commission dans la rédaction actuelle ayant parlé des actions en indemnité des ouvriers, mais n'ayant rien dit des actions récursoires des patrons, on ne puisse

pas soutenir plus tard que par prétérition on a repoussé cette action récursoire » (1).

Et M. Thevenet qui a proposé la rédaction définitive de l'art. 7, disait dans son rapport que : « cet article vise les cas où l'accident a été causé par un tiers. Dans cette hypothèse il est entendu que le risque professionnel n'existe pas, c'est l'art. 1382 qui doit être appliqué.

Le chef d'entreprise pourra exercer librement l'action en responsabilité contre l'auteur de l'accident » (2).

Malgré ces arguments tirés des principes généraux, du texte de l'article 7 et des travaux préparatoires, en faveur du système d'après lequel le patron possède une action personnelle et directe en réparation du préjudice contre le tiers responsable, des auteurs, — et leur opinion a été adoptée par la Cour de cassation, — sans refuser au patron cette action, ont exprimé l'avis que la loi de 1898 lui avait accordé le bénéfice d'une subrogation légale dans les droits de la victime et qu'il pourrait en se fondant sur cette subrogation agir contre l'auteur responsable de l'accident, comme l'aurait fait l'ouvrier lui-même.

C'est en ce sens que se prononce M. Sachet, n° 770.

« Comme, en définitif, le tiers responsable de l'accident doit supporter dans les limites des dommages-intérêts mises à sa charge, l'obligation dérivant pour le patron de la loi de 1898, il importait d'assurer à celui-ci son recours contre ce tiers, dans cette mesure de le traiter comme une

(1) *Journ. off.*, 8 juillet 1888, p. 2014.

(2) *Journ. off.*, du 27 mai 1896, p. 118.

caution. On a été ainsi amené à le faire bénéficier de la subrogation légale non seulement après un paiement effectif (art. 1251-3 et 2030) mais... »

Une ordonnance du président du trib. civil de la Seine statuant en référé, — 16 février 1900, adopte cette thèse dans les termes suivants :

« Attendu que cette disposition de l'article 7 qui n'exonère pas le patron des obligations qui résultent du risque professionnel et qui le subroge légalement dans les droits de la victime, le constitue en réalité caution du tiers responsable qui doit supporter la dette dans la limite des dommages-intérêts mises à sa charge. Attendu que l'art 2032, C. civ., permet à la caution même avant d'avoir payé, d'agir contre le débiteur pour être par lui indemnisé lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement (1) ».

En somme, donc, d'après ce système, le patron n'exerce pas une action personnelle et directe contre le tiers responsable de l'accident, pour lui réclamer les indemnités forfaitaires qu'il a été tenu de payer à la victime, mais une action de subrogation légale, car en payant ces indemnités, il a payé à la place de l'auteur de l'accident. Personnellement, le chef d'entreprise n'est pas débiteur et s'il paie les indemnités forfaitaires il paie la dette du tiers auteur responsable de l'accident.

Il joue ainsi le rôle de caution d'une dette, qui n'est pas la sienne, — il est tenu pour d'autres, et comme tel — il

(1) *Rec. jurisprudence du Ministère du travail*, t. I, p. 207.

est subrogé légalement aux droits et actions de celui qu'il désintéresse.

Les arguments que les partisans de ce système invoquent à leur appui sont, d'une part, des arguments de texte, tirés du dernier alinéa de l'art. 7, et d'autre part des arguments juridiques puisés dans les art. 1251-3, 2028 et 2032 C. civ.

Examinons d'abord les arguments qu'ils ont tirés du texte même de la loi et qui sont au nombre de trois.

Le premier est tiré des mots : « cette action ».

Comme précédemment il a été traité de l'action de la victime, l'expression « cette action », — disent-ils, — ne peut se traduire que par « l'action de la victime ».

Le texte n'accorde donc pas au patron, le droit d'intenter contre l'auteur de l'accident l'action de droit commun qui lui est personnelle, il lui permet seulement d'exercer l'action de la victime aux droits de laquelle il est subrogé.

C'est ainsi que s'exprime M. Chardiny, — commentaire de la loi de 1898, page 156 et suivantes :

« Il paraît certain, — dit-il, — qu'il s'agit ici d'une subrogation légale. Le texte ne dit pas en effet qu'il donne au patron une action contre le tiers, il dit seulement que l'action de l'ouvrier contre le tiers pourra être exercée par le patron.

C'est donc la même action, celle de la victime qui sera exercée, c'est une véritable subrogation ».

Mais, cette interprétation n'est pas la seule. Pour nous « cette action » signifie l'action personnelle et directe de l'art. 1382, Code civil. Le législateur a voulu dire « cette action de droit commun » à laquelle il venait de faire allusion.

En tout cas, de cette expression il ne résulte nullement que le législateur ait entendu priver le chef d'entreprise de l'action qui lui appartenait en vertu de l'art. 1382 Code civil lorsque la victime agit elle-même en responsabilité.

Ce serait dégager par voie d'interprétation une dérogation aux principes généraux du droit.

Or, toute dérogation doit être formelle et explicite, ce qui manque à l'art. 7 de notre loi.

Le texte ajoute : « aux lieu et place » et les partisans du système de l'action de subrogation légale ont trouvé ici un des plus forts arguments à l'appui de leur thèse.

Du moment que le patron agit aux lieu et place de la victime, il est évident, disent-ils, que le chef d'entreprise exerce l'action de la victime. Qu'en conséquence, il s'agit d'une action de subrogation légale et non d'une action personnelle et directe.

C'est en ce sens que s'expriment MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl dans leur remarquable ouvrage sur le contrat de travail (T. II, 1^{re} partie, n° 2518) :

« Le patron est légalement subrogé à l'action de l'ouvrier contre le tiers : cela résulte nettement de l'art. 7, qui lui permet d'agir au lieu et place de la victime ».

Mais en résulte-t-il que la loi ait enlevé au patron, l'action du droit commun de l'art. 1382 pour lui substituer une action de subrogation légale ?

Peut-on dire que le silence du législateur lui a refusé une action à laquelle il avait droit en vertu de l'art. 1382, C. civ. ?

Était-il nécessaire pour lui reconnaître cette action de droit commun une nouvelle disposition dans la loi ? Mais, cela ne suffit pas non plus pour induire que le législateur ait voulu créer en sa faveur une action d'une nature particulière. Une telle action était d'ailleurs inutile, puisque le patron trouve dans l'action personnelle et directe de l'art. 1382, le moyen d'obtenir la réparation du préjudice qu'il subit.

Le dernier argument est tiré des termes suivants, qui finissent l'art. 7 de la loi de 1898 : « Si ceux-ci négligent d'en faire usage ».

Il semble que ces derniers mots subordonnent en droit l'exercice de l'action par le patron à l'inaction de l'ouvrier.

Cependant cette interprétation nous semble fausse, car, d'après nous, ces mots se rapportent à l'action personnelle et directe du patron non pour subordonner son exercice à l'inaction de l'ouvrier ou de ses représentants, mais pour décider qu'elle ne pourrait pas être exercée contre le tiers, lorsque le patron n'a plus d'intérêt à le faire.

Ce serait ainsi le rappel d'un principe universellement connu, du principe qu'il n'y a pas d'action sans intérêts. Supposons que la victime de l'accident a obtenu du tiers la réparation intégrale du préjudice. En vertu de l'art. 7, § 3, le patron se trouve exonéré jusqu'à due concurrence. Supposons aussi que l'indemnité payée par le tiers est supérieure ou égale à l'indemnité forfaitaire mise à la charge du patron par la loi de 1898. Dans ce cas, le patron se trouvant complètement exonéré n'aura plus d'intérêt à agir personnellement contre le tiers responsable de l'accident.

C'est à cette hypothèse, à notre avis, que le législateur fait allusion, quand il dit, que, l'action peut être exercée par le chef d'entreprise si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Mais, si le texte primitif de l'art. 7 n'offre aucun argument décisif en faveur du système de l'action de subrogation légale, la loi modificative du 22 mars 1902 ne contient non plus aucune atteinte aux droits du patron contre le tiers responsable de l'accident, car cette loi, en lui reconnaissant le droit d'intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers, les étend plutôt.

Passons maintenant aux arguments d'ordre juridique que les partisans du système de l'action subrogative ont puisés dans les articles 1251-3, 2028 et 2032, C. civ.

D'après eux, le chef d'entreprise paie à la place de l'auteur de l'accident, donc il acquitte une dette qui n'est pas la sienne. Personnellement il n'est pas débiteur des indemnités, il est tenu pour le tiers responsable de l'accident, et, s'il les paie, il paie la dette de ce tiers. Il joue ainsi le rôle de caution d'une dette, qui n'est pas la sienne et comme conséquence, il est subrogé légalement aux droits et actions de la victime qu'il a désintéressée.

C'est ainsi que s'exprime M. Drouineau. Nouvelle loi concernant les accidents du travail, page 46 :

« Le principe de la subrogation suppose un paiement et le patron pour agir lui-même, en vertu du § 3 de l'art. 7, devra avoir antérieurement versé à son ouvrier les indemnités dont il réclamera le remboursement ».

M. Fuzier-Herman, Res. civ., n. 2735 exprime la même

opinion : « Le patron peut agir dès qu'il a exécuté les obligations que la loi met à sa charge. » Mais il ajoute : « S'il est poursuivi en justice par la victime, il a le droit de se retourner immédiatement contre l'auteur même du dommage avant d'avoir payé. Il joue, en effet, vis-à-vis de la victime le rôle de caution et l'art. 2032-2 lui est applicable ».

M. Sachet est du même avis quand il dit que le chef d'entreprise est une caution qui bénéficie de la subrogation légale non seulement après paiement, mais encore en cas de simple poursuite en justice en exécution de l'obligation. Art. 2032, C. civ. (n° 770.)

Mais, d'après les principes de la subrogation légale peut-on affirmer, sans crainte de commettre une grave erreur judiciaire, que le chef d'entreprise en acquittant les indemnités forfaitaires dont il est tenu à cause de l'accident dû à la faute du tiers, est subrogé légalement aux droits et actions de la victime ?

Peut-on soutenir qu'il est la caution du tiers ?

Le cumul de trois conditions est nécessaire d'après l'art. 1251-3 pour la subrogation légale, à savoir :

- 1° L'obligation de payer pour d'autres ou avec d'autres ;
- 2° Un paiement préalable ;
- 3° Un intérêt au paiement.

Si le chef d'entreprise réunit toutes ces conditions qui se trouvent réalisées par la caution, l'on peut conclure avec raison qu'il est la caution du tiers responsable et qu'en conséquence il bénéficie de la subrogation légale.

Prenons la première : d'après cette condition il ne peut

être subrogé que s'il a payé pour d'autres, car, la subrogation ne se produit qu'au profit de celui qui paie la dette d'autrui, non au profit de celui qui acquitte sa propre dette.

Or, le chef d'entreprise est tenu de l'obligation de payer à son ouvrier les indemnités forfaitaires de la loi de 1898, quoique l'accident soit imputable à la faute d'un tiers. Il y a à sa charge une obligation légale que la faute du tiers ne fait pas disparaître. Dans ces conditions, il ne peut pas être subrogé aux droits et actions de la victime, car en payant il s'acquitte de sa propre dette.

Quant au paiement préalable, tout le monde est d'accord que le chef d'entreprise peut agir contre le tiers avant de s'être libéré, et qu'en conséquence la seconde condition n'est pas remplie.

On objecte vainement que l'art. 2032 admet une dérogation en permettant à la caution d'agir contre le débiteur dès qu'elle est poursuivie en justice pour le paiement : (M. Sachet, op. précit., Drouineau, op. précit.). Car, dans cette hypothèse comme dans toutes les autres prévues par l'art. 2032, C. civ., la caution agit de son chef, non en vertu d'une subrogation aux droits et actions du créancier qui n'est pas encore désintéressé (M. Planiol, t. II. 6 édit, 2362).

Au surplus, l'obligation d'une caution est une obligation accessoire, elle intervient pour garantir l'accomplissement d'une obligation déjà existante.

Or, en matière d'accident de travail dû à la faute du tiers, l'obligation du chef d'entreprise est complètement indépendante de l'obligation du tiers responsable de l'accident.

On peut considérer aussi, qu'il y a des cas où la subrogation n'est pas possible. Admettons que l'accident du travail a privé le chef d'entreprise d'un employé indispensable. Il ne pourra pas agir contre le tiers par voie de subrogation pour le motif pur et simple que la victime n'a pas d'action.

Mais, si le chef d'entreprise n'est pas tenu pour d'autres et, par conséquence, ne peut pas bénéficier de la subrogation légale, n'est-il pas possible de soutenir qu'il est tenu avec d'autres, et qu'il bénéficie ainsi de la subrogation légale ?

Assurément non, car être tenu avec d'autres implique une unité d'obligation qui manque dans notre espèce.

Il nous reste maintenant à étudier la question de la nature de l'action du patron contre l'auteur de l'accident en jurisprudence, — ce qui fera l'objet du paragraphe suivant.

§ 2. — *La jurisprudence.*

Tout d'abord une partie de la jurisprudence a adopté l'opinion que le chef d'entreprise possède contre le tiers responsable de l'accident une action personnelle et directe.

Ainsi la Cour de Paris (1 ch.) dans son arrêt en date du 22 avril 1903, (D. P., 1906, 2, 314) ; infirmant un jugement du tribunal civil d'Épernay, 20 mars 1902, déclare que le recours exercé par un patron contre un tiers responsable

en remboursement des sommes versées à son ouvrier victime d'un accident, est une action directe et personnelle résultant de l'art. 1382, C. civ., et non un recours en garantie.

« Considérant, dit la Cour de Paris, que les dispositions de l'art. 1382 sont générales, que l'action que les con-sorts W. exercent contre la ville d'Epernay, est, non point un recours en garantie à raison de l'indemnité profession-nelle mise à sa charge par la loi du 9 avril 1898, mais une action personnelle et directe fondée par eux sur une faute imputée à la ville dont ils subiraient les conséquences pé-cuniaires, faute dont la responsabilité est réservée en prin-cipe par l'art. 7 de la loi... »

Et dans un autre arrêt, 5 mai 1905, *Pand. Fr.*, 1907, 2, 335, la même Cour (7 ch.) dit que : « L'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 en conférant au chef d'entreprise le droit d'agir contre les tiers responsables aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'in-tenter l'action qui leur est réservée, n'a pas pour objet de limiter ou restreindre les droits que le chef d'entreprise peut personnellement avoir à exercer contre les tiers res-ponsables en vertu du droit commun.

Dès lors, le chef d'entreprise est recevable à demander au tiers responsable de l'accident en vertu des dispositions des art. 1382 et s., C. civ., la réparation de tout préjudice que leur a causé l'accident. »

La même solution est adoptée par la Cour de Paris dans un arrêt plus récent, 3 février 1909, *Rec. pér. ass.*, 1910, 528, que voici :

« Lorsque l'ouvrier victime d'un accident s'est d'abord adressé au patron et a reçu de celui-ci l'indemnité à laquelle il a droit en vertu de la loi de 1898, il ne peut, quels que soient les termes de son assignation, agir contre le tiers responsable, que pour le complément d'indemnité.

C'est seulement dans le cas où la victime a immédiatement agi contre le tiers responsable et a obtenu (par cette voie) la totalité de l'indemnité réparant le préjudice causé que le patron est sans action contre le tiers. »

Et plus loin elle ajoute :

« La loi du 9 avril 1898 n'a apporté entre le chef d'entreprise et les tiers aucune dérogation aux principes posés dans l'art. 1382 du Code civ. et que l'art. 7 qui prévoit le cas où le chef d'entreprise intervient dans l'instance pendente entre la victime et le tiers responsable ne subordonne pas la recevabilité du recours à la forme d'intervention ; car le plus souvent l'action de la victime demeure inconnue au chef d'entreprise ».

Mais, cette doctrine ne pouvait être considérée comme définitivement admise, car, elle était repoussée par plusieurs Cours d'appel et tribunaux.

Ainsi la Cour de Douai, dans l'arrêt du 27 avril 1909, (*Réc. per. des ass.*, 1910, pag. 531), a adopté le système de l'action de subrogation légale en disant que toutes les exceptions opposables à la victime peuvent être opposées par le tiers responsable au patron, qui ne fait qu'exercer, en vertu de l'art. 7, l'action de la victime en ses lieu et place si elle n'agit pas elle-même.

Le tribunal civil de la Seine statuant en référé, — 16 février 1900, ordonnance que nous avons déjà citée, — s'est prononcé dans le même sens.

La question de la nature de l'action du patron contre le tiers responsable de l'accident, divise donc non seulement les auteurs entre eux, mais aussi les décisions de la jurisprudence. Cette controverse a été aggravée par deux arrêts, l'un de la Cour de cassation et l'autre du Conseil d'Etat, qui affirment des principes absolument contradictoires. Car, tandis que la Cour de cassation, dans son arrêt du 7 juillet 1909, adopte le système de l'action subrogative en déclarant que le patron ne pourra agir contre le tiers responsable que si l'ouvrier ou ses représentants ont négligé de le faire ; — l'arrêt du Conseil d'Etat, en date du 22 mars 1908, proclame au contraire que le patron possède une action personnelle et directe, complètement indépendante de l'action du patron et que ces deux actions peuvent être exercées successivement sans se heurter à l'autorité de la chose jugée.

L'arrêt de la Cour de cassation a été rendu dans les circonstances suivantes :

A la suite d'un accident causé par un tiers, l'ouvrier victime de cet accident s'étant porté partie civile, a obtenu du tribunal correctionnel de la Seine un jugement condamnant le tiers responsable à lui servir une rente annuelle et viagère de 500 francs à titre de dommages-intérêts et a ensuite formé contre son patron une demande en allocation de rente conformément à la loi du 9 avril 1898 ; sur cette

demande le tribunal civil de la Seine a condamné le patron à servir à l'ouvrier une rente annuelle et viagère de 675 fr. Le patron s'est alors retourné contre le tiers responsable et lui a réclamé les indemnités journalières par lui payées à son ouvrier et le capital constitutif de la rente viagère de 175 francs dépassant la rente de 500 francs précédemment allouée.

Le tribunal civil de la Seine, par jugement du 4^{er} juillet 1904, et la Cour d'appel, par arrêt du 3 mai 1905, ont fait droit à cette demande. Pour en décider ainsi, la Cour déclare, comme nous l'avons déjà vu, que l'art. 7 de la loi de 1898, en conférant au chef d'entreprise le droit d'agir contre le tiers aux lieu et place de la victime n'a pas eu pour objet de limiter ou de restreindre les droits que le patron peut personnellement avoir à exercer contre le tiers en vertu du droit commun (voir l'arrêt précité).

Mais sur pourvoi, la Chambre civile de la Cour de cassation, par son arrêt du 7 juillet 1909, a cassé l'arrêt de la Cour de Paris, décidant que le patron peut intervenir dans l'instance introduite par la victime ou ses ayants droit contre le tiers responsable ; qu'il peut même exercer contre lui l'action de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage, mais que si la victime ou ses ayants droit ont exercé contre le tiers responsable l'action de l'art. 1382, C. civ., le chef d'entreprise ne peut plus agir contre lui ; que cette restriction apportée à l'exercice des droits du chef d'entreprise évite le renouvellement de débats qui, bien que ne s'agitant pas entre les mêmes parties, se seraient

poursuivis à raison des mêmes faits et auraient pu aboutir à des décisions contraires ; que, par conséquent, la faculté qui lui est donnée d'intervenir devant toutes les juridictions dans les instances suivies par les ouvriers et employés contre le tiers responsable sauvegarde ses intérêts. (D. P. 1910, 1, 459 ; *Rec. pér. des ass.*, 1910, pag. 537 et 552).

Le Conseil d'Etat a statué sur l'espèce suivante :

Il s'agissait d'un ouvrier qui, après avoir obtenu du patron la rente forfaitaire, avait exercé contre le tiers responsable une action à fin d'obtenir une indemnité complémentaire. Cette action fut repoussée par la Cour de Poitiers qui apprécia que la rente obtenue en conciliation par l'ouvrier constituait une réparation suffisante du préjudice que lui avait causé l'accident, qu'il était complètement indemnisé et n'était pas fondé à réclamer au tiers une indemnité complémentaire.

A la suite de ce procès, le chef d'entreprise en l'espèce l'Etat, a exercé un recours contre le tiers responsable, afin d'obliger celui-ci à lui rembourser le capital de la rente allouée à l'ouvrier. Un arrêt du Conseil de Préfecture de la Vienne, du 30 juillet 1907, a fait droit à cette demande, décidant que si l'action intentée par l'ouvrier devant l'autorité judiciaire a épuisé son droit et celui que l'Etat aurait pu, par subrogation, exercer contre le tiers, elle ne pouvait mettre obstacle au droit de l'Etat de former contre celui-ci une demande directe en réparation. Cet arrêté ayant été l'objet d'un pourvoi, le Conseil d'Etat a rendu, le 22 mai 1908, un arrêt qui proclame qu'encore bien que l'action de

l'ouvrier contre le tiers ait été rejetée, le chef d'entreprise est recevable à exercer lui-même une action en responsabilité contre le tiers ; on ne peut objecter qu'il y a chose jugée, puisque le patron est resté étranger à la première procédure et que les deux demandes n'ont point le même objet (*Rec. des ass.*, 1910, pag. 545 et 552).

Sur les arguments que ces instances suprêmes ont fait valoir dans leurs arrêts, nous reviendrons dans le paragraphe suivant consacré à l'intérêt pratique que présente le débat.

§ 3. — *Intérêt pratique du débat sur la nature de l'action du patron.*

D'après l'art. 7 le chef d'entreprise peut exercer l'action de droit commun contre le tiers responsable conformément à l'art. 1382, C. civ., aux lieu et place de la victime ou ses représentants si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Le même article lui accorde encore, le droit d'intervenir dans l'instance introduite par la victime ou ses ayants droit contre le tiers responsable.

1° La première question d'intérêt pratique est de savoir, si, dans le cas où la victime a introduit l'action de droit commun contre le tiers responsable, le patron qui a négligé d'intervenir à l'instance pourra agir contre le tiers.

D'après la théorie de la Cour de cassation, le droit du chef d'entreprise est forclos dans ce cas, pour le motif que si l'action déjà exercée par la victime pouvait l'être à nou-

veau par le patron, un renouvellement de débats serait possible, qui bien que s'agitant entre les mêmes parties, se poursuivraient à raison de mêmes faits et pourraient aboutir à des décisions contraires.

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl partagent cet avis en disant que l'action contre le tiers, ne peut être exercée soit successivement, soit simultanément par le patron et par l'ouvrier, le tiers n'étant tenu qu'une seule fois. Si donc le tiers a été actionné par l'ouvrier le patron ne peut l'actionner (*Le contr. de louage*, p. 408, n. 2526, t. II, première partie).

Cette solution a été admise dans un jugement récent du tribunal civil de la Seine (4 ch.) 31 janv. 1912 (*Rev. des acc. du trav.*, 1912, 1, 108) qui dit que le renouvellement des débats qui seraient poursuivis à raison des mêmes faits bien que ne s'agitant pas entre les mêmes personnes pourrait aboutir à des décisions contraires et que cette conséquence suffit à justifier la restriction établie par le dernier alinéa de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, qui met obstacle à l'exercice successif de l'action de l'art. 1382, C. civ. par l'ouvrier et par le chef d'entreprise.

En ce sens, la Cour d'Orléans, 12 oct. 1910, *Rev. des acc. du trav.*, 1911, 2, 6 :

« Le chef d'entreprise a le droit incontestable d'intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers responsable, mais s'il n'a pas usé de cette faculté qui suffit à sauvegarder ses intérêts, il ne saurait à raison du même fait engager en son nom propre une instance nouvelle sus-

ceptible d'aboutir, à une contrariété de décisions ».

La Cour de Paris, 13 nov. 1909 adoptant le même système dit que l'art. 7 pour sauvegarder les droits du chef d'entreprise lui permet d'intervenir devant tous les degrés de juridiction dans l'instance suivie contre le tiers responsable par l'ouvrier victime de l'accident ou ses représentants et l'autorise, mais, seulement dans le cas où l'ouvrier négligerait d'agir, exercer en son lieu et place, contre les tiers responsables, l'action de l'art. 1382, C. civ. Cette restriction, — dit l'arrêt — apportée par l'art. 7 à l'exercice des droits du chef d'entreprise a été édictée en vue d'éviter le renouvellement des débats qui, bien que s'agissant entre les mêmes personnes, seraient poursuivis à raison des mêmes faits et pourraient aboutir à des décisions contraires. En conséquence, conclut l'arrêt, si l'ouvrier, victime de l'accident agit contre les tiers responsables le chef d'entreprise n'a que le droit d'intervenir dans l'instance et n'est pas recevable à agir directement contre le tiers. — (*Rev. jud. des acc.*, 1910, 1, 54). Voir aussi : C. de Paris, 28 oct. 1910, *Rev. jud. des acc. du travail*, 1911.1.38 ; Trib. civ. Lyon, 1 avril 1912, *Rec. pén. des ass.*, 1912, p. 324).

Si nous admettons, au contraire, que le patron possède une action personnelle et directe il faut lui reconnaître le droit d'agir contre le tiers responsable, même après que la victime aura reçu satisfaction du tiers, car l'exercice de l'action par la victime contre le tiers responsable et le fait qu'elle a obtenu satisfaction, ne fait disparaître ni le préjudice ni par suite l'intérêt du patron d'agir en responsabilité

contre le tiers. Le Conseil d'Etat, adoptant ce système, ajoute qu'on ne peut objecter qu'il y a chose jugée, puisque le patron est resté étranger à la première procédure et que les deux demandes n'ont pas le même objet.

La cour de Paris (5 ch.) n'a pas suivi la Cour de cassation, car, dans son arrêt du 29 octobre 1912 (*Rev. jur. des accid. du travail*, 1913, 1, 78), elle proclame que le patron exerce contre le tiers responsable, une action directe et personnelle fondée sur l'art. 1382, C. civ.

« Considérant que les lois du 9 avril 1898 et du 22 mars 1902, reconnaissent au patron le droit d'actionner le tiers responsable, lorsque l'ouvrier blessé n'agit pas ; que le patron ne fait aussi qu'exercer une action personnelle et directe qui lui appartient d'ailleurs en vertu de l'art. 1382, C. civ...

« Considérant sans doute que les art. 7 des dites lois reconnaissent au patron le droit d'intervenir dans l'instance engagée par l'ouvrier et à ce dernier le droit de comprendre dans sa demande les sommes qui doivent revenir à son patron du chef... mais qu'en l'absence du texte formel, il paraît difficile de créer une fin de non recevoir à l'encontre du patron pour le cas où il n'aurait pas jointe son action à celle de son ouvrier... »

2° Supposons maintenant que la victime ayant négligé d'agir, le chef d'entreprise actionne directement le tiers responsable, en réparation du préjudice causé, conformément à l'art. 7, qui lui permet d'agir aux lieu et place de la victime. Puis, la victime intente, elle aussi, l'action de l'art. 1382, C. civ.

La question est de savoir, si, par l'effet de l'exercice postérieur de l'action de droit commun par la victime, le recours du patron devient irrecevable ?

La réponse est, — comme pour la question précédente, — affirmative ou non, suivant le système adopté.

Si le patron n'est investi que d'une action subrogative, — et c'est le système de Cour de cassation, — son recours devient irrecevable. Il devra ou se désister, ou son action sera déclarée non recevable, car, disent les partisans de ce système, aux termes de l'art. 7, le patron ne peut agir qu'autant que la victime ou ses représentants négligent de le faire et à leur défaut. Il pourra seulement intervenir dans l'instance introduite par la victime (Loubat, 3^e édit., 1907, n^o 1711, Baudry L. et Wahl, *Le contrat de louage*, (t. II, 1^{re} partie, n^o 2526).

La Cour de Paris a suivi ce système dans son arrêt du 28 octobre 1910 (*Rév. jud. des acc. du trav.*, 1911, 1, 36). Elle dit que l'action intentée par la compagnie d'assurance devient irrecevable par le fait de l'exercice même postérieur de l'action de la victime.

« Considérant qu'en effet par le fait de l'exercice même postérieur de l'action de la victime, l'action du patron devenait irrecevable, puisque celui-ci ne peut agir qu'autant que la victime néglige de le faire et en son lieu et place ; qu'alors le patron, M., n'avait qu'à se désister de son action introduite devant le tribunal de commerce... »

Si, au contraire, le patron est investi d'une action personnelle et directe, il importe peu que l'ouvrier assigne

lui-même le tiers responsable, car son action tardive ne saurait avoir rétroactivement pour effet de faire perdre à l'action déjà engagée, sa régularité et sa recevabilité originaires qu'elle tenait de la loi elle-même.

Ce système, malgré la jurisprudence de la Cour de cassation, a été adopté par la Cour de Lyon, 16 juillet 1912 (*Rev. jur. des acc. du trav.*, 1912, 1, 225).

« L'art. 7, qui donne au patron le droit d'engager l'action contre l'auteur de l'accident, soumet l'exercice de son droit à cette condition unique que la victime ou ses représentants négligent de faire usage de la dite action.

Dès lors, quand le chef d'entreprise agit avant l'ouvrier, la seule question à examiner pour décider s'il est recevable et de savoir si, au moment où il a introduit son instance, la victime était coupable de négligence.

La réponse négative à cette question entraîne comme conséquence forcée l'irrecevabilité de son action, engagée contrairement aux prescriptions légales.

Mais la réponse affirmative oblige le juge à déclarer qu'il a usé de son droit dans les conditions où l'art. 7 l'autorise à en user, qu'il a procédé régulièrement et que son action est recevable.

Il importe peu, dans cette seconde hypothèse que, après le patron, l'ouvrier assigne lui-même le tiers responsable, car son action tardive ne saurait avoir rétroactivement pour effet de faire perdre à l'action déjà engagée sa régularité et sa recevabilité originaires qu'elle tenait de la loi elle-même.

Considérant, en conséquence de ce qui précède, que sans avoir à se préoccuper de l'instance introduite postérieurement par V., victime, contre R., auteur de l'accident, le tribunal aurait dû et la cour doit uniquement rechercher si, au moment où la Compagnie des omnibus et tramways, a, la première assigné R., l'ouvrier victime de l'accident, était coupable de négligence. »

3^o Il a été jugé par le tribunal civil de Lille, 18 mars 1908, et la Cour de Douai, 29 juillet 1908, que lorsque l'accident a eu pour cause une faute commune et d'égale gravité commise par l'ouvrier et le tiers, ce dernier n'étant responsable que pour moitié des conséquences de l'accident, l'ouvrier doit être débouté de sa demande d'indemnité contre le tiers.

Dans cette hypothèse, si le patron exerce contre le tiers auteur responsable de l'accident, l'action de l'ouvrier en vertu d'une subrogation légale, il doit échouer dans sa demande, parce qu'il n'a plus de droits que l'ouvrier.

Si, au contraire, il exerce une action personnelle et directe en vertu de l'art. 1382, C. civ., il est fondé malgré la faute commune et la responsabilité partagée, à réclamer au tiers le remboursement des indemnités auxquelles il est tenu vis-à-vis de l'ouvrier.

4^o L'intérêt de la discussion se présente aussi pour le cas où une transaction serait intervenue entre le tiers responsable de l'accident et la victime, car, si le patron agit contre le tiers responsable au moyen d'une action directe et personnelle, cette transaction ne lui sera pas opposable, la

victime ne pouvant transiger sur un droit qui ne lui appartient pas.

C'est en ce sens que s'est prononcé avant l'arrêt de la Cour de cass. du 7 juillet 1909, le tribunal civil, Seine, 7 novembre 1903, *Gaz. trib.*, 9 décembre 1903; la Cour de Paris (1 ch.) 21 avril 1903, *Recueil de la Gaz. trib.*, 2,77; trib. de Paris, VII^e arrond., 15 décembre 1905. Loi, 3 mars 1906.

Mais après l'arrêt du 7 juillet 1909, cette solution devait être abandonnée.

Cependant, la Cour de Paris (5 ch.) dans une décision que nous avons déjà mentionnée, après avoir déclaré que le patron a une action personnelle et directe contre le tiers responsable de l'accident, ajoute :

« Le transaction conclue entre l'ouvrier blessé et auteur de l'accident ne saurait être opposée au patron qui est resté étranger; l'existence d'une telle transaction ne constitue donc pas une fin de non-recevoir contre l'action en réparation intentée directement par le patron ».

Si, au contraire, le patron exerce contre le tiers auteur de l'accident une action subrogative, la transaction lui sera opposable, car il ne peut plus bénéficier d'un droit que la victime a déjà épuisé par la transaction conclue avec le tiers responsable de l'accident.

Il a été jugé en ce sens par la Cour de Paris dans un arrêt mentionné dans le premier chapitre de notre étude, qui, en confirmant un jugement du tribunal civil de la Seine 27 janvier 1903, disait :

« L'ouvrier est aux termes du droit commun, maître de son action envers le tiers responsable de l'accident dont il a été victime ; il peut donc transiger avec lui, sans que son patron soit fondé à lui faire grief de ce qu'il est privé de tout recours contre ce tiers.

La loi de 1898 n'édicte aucune déchéance contre la victime qui a transigé avec le tiers responsable de l'accident ; son patron devait veiller à la sauvegarde de ses intérêts et ne peut invoquer les dispositions contenues dans l'art. 2037 du Code civil ».

5° Enfin, si le patron possède une action personnelle et directe fondée sur l'art. 1382 et résultant du préjudice à lui causé par le fait du tiers, les exceptions opposables à la victime ne pourront paralyser en aucune façon l'action du patron.

Etant donnée l'importance pratique de la controverse, un accord entre les deux hautes juridictions est absolument nécessaire. Dans quel sens se fera-t-il ? La solution du Conseil d'Etat est plus acceptable, car, la Cour de cassation pour décider que le patron est sans action contre le tiers, se borne à déclarer qu'admettre cette action pourrait conduire à une contrariété de décisions.

Or, une telle considération ne saurait suffir pour priver quelqu'un de l'exercice d'un droit qui lui appartient.

Au surplus, cette solution paraît inéquitable, car obliger le chef d'entreprise, s'il ne veut pas être forclos, à intervenir dans une instance introduite en dehors de lui et qu'il peut du reste ignorer, c'est favoriser le tiers responsable de

l'accident, au détriment du chef d'entreprise (Cour de Paris, 3 février 1909).

Ces motifs ont déterminé certaines cours, Paris (5 ch.) et Lyon, malgré l'autorité qui s'attache aux décisions de la Cour suprême, à adopter le système de l'action directe et personnelle consacré par le Conseil d'Etat dans l'arrêt du 22 mai 1908, système qui respecte mieux le texte de l'art. 7 et qui s'inspire plus exactement des travaux préparatoires.

CHAPITRE III

EXERCICE DE L'ACTION PAR L'ASSUREUR

Quand les indemnités forfaitaires, dues par le patron en vertu de la loi de 1898, ont été payées par son assureur, le patron n'a plus d'intérêt à agir contre le tiers à la faute duquel l'accident arrivé à l'ouvrier est imputable (1); mais de là ne résulte point, que ce tiers est déchargé de sa responsabilité, car, en dehors de l'action que la victime peut intenter contre lui en paiement d'un complément d'indemnité, il se trouve exposé au recours du patron exercé par son assureur.

Ce droit de l'assureur est incontestable, surtout depuis la loi de 1905, qui a décidé, qu'il doit être substitué au chef d'entreprise dans les condamnations prononcées contre ce dernier en paiement des rentes et pensions.

Une seule condition est nécessaire à l'exercice de ce recours, à savoir que, l'assureur soit expressément subrogé par la police aux droits du chef d'entreprise, autrement, l'exercice de ce recours lui sera interdit, car il ne peut pas

(1) Voir page 4, le cas où le patron a tout intérêt d'agir contre le tiers, malgré le paiement effectué par l'assureur.

invoquer la subrogation égale qui suppose le paiement de la dette d'autrui, l'assureur étant tenu de sa propre dette.

Mais, de cette dernière observation ne résulte-t-il pas que la subrogation conventionnelle n'est pas possible non plus puisqu'elle exige l'acquittement de la dette d'autrui et non de sa propre dette ? A cette remarque bien juste, nous pouvons répondre que la subrogation indique une remise de dette faite par l'assuré à l'assureur qui, acquittant alors les indemnités forfaitaires à la victime, paie la dette d'autrui, à savoir de l'assuré, aux droits et actions duquel il peut se faire subrogé.

Toutefois, il ne faut pas croire qu'il s'agit ici d'une vraie subrogation conventionnelle qui serait nulle, faute d'un remboursement de la créance par le subrogé au subrogeant au moment même de la convention d'après l'art. 1250, C. civ.

L'opération est plutôt une cession d'un droit futur et éventuel qui, une fois réalisé, oblige le débiteur cédé à se libérer entre les mains du cessionnaire sans qu'il ait à se préoccuper du mode selon lequel et de l'époque à laquelle le prix a été payé (Paris, 24 nov. 1903, S. 1904, 2, 174).

L'assureur ayant à son profit l'action du patron aux droits duquel il se fait subrogé, il en résulte que tout ce que nous avons dit à l'occasion de l'exercice de cette action par le patron sera applicable à l'exercice de la même action par l'assureur.

Mais, l'assureur ne peut-il agir contre le tiers auteur de l'accident en vertu de l'art. 1166, C. civ., qui permet au

créancier d'une personne d'exercer de son chef ses actions, pour éviter une perte dans le patrimoine du débiteur ?

La réponse est facile, étant donné que le bénéfice de l'art. 1166, C. civ., est accordé aux créanciers d'une personne en vertu du droit de gage général qu'ils ont sur le patrimoine de leur débiteur.

Or, dans notre hypothèse, l'assureur n'étant pas le créancier de l'assuré, mais son débiteur, le bénéfice de l'art. 1166 doit lui être refusé.

Quant à la question de savoir si le patron couvert par une assurance peut agir contre le tiers, nous avons répondu par l'affirmative, en motivant cette solution, par l'intérêt que peut avoir le chef d'entreprise à actionner le tiers. Nous avons précisé ces cas à l'occasion de l'étude de l'exercice de l'action de droit commun par le patron. Nous n'y reviendrons pas.

L'assureur possède-t-il en dehors de l'action subrogative une action personnelle et directe en vertu de l'art. 1382, C. civ., contre l'auteur responsable de l'accident ? La Cour de cassation s'est prononcée en plusieurs reprises pour l'affirmative (22 déc., 1852 S., 1853, 1,109 ; 12 août 1872, S., 1872, 1,321).

Cependant, une partie de la doctrine et plusieurs cours et tribunaux ont repoussé cette solution.

Le long débat que soulève cette question dépasse le cadre de notre étude. (Voyez dans le sens de la C. de cass., S., 1903, 2, 257 avec la note de M. Wahl).

DEUXIEME PARTIE

Tiers contre lesquels l'action de droit commun peut être exercée.

Aux termes de l'art. 7 de la loi de 1898, la victime ou ses représentants peuvent exercer le recours du droit commun, contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés.

Le tiers est donc, toute personne à la faute de laquelle est imputable l'accident dont l'ouvrier a été victime, moins le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés.

Contre eux, le recours du droit commun n'est pas permis. La victime doit donc, pour agir contre les auteurs de l'accident au moyen de l'action de l'art. 1382, prouver qu'ils ne sont ni son chef d'entreprise, ni les ouvriers et préposés de ce dernier.

L'art. 7 a apporté ainsi, une restriction à la notion de tiers, car, d'après le droit commun est considéré comme tiers, toute personne qui a occasionné à une autre un préjudice par sa faute.

Pourquoi cette exclusion à l'égard du chef d'entreprise et de ses ouvriers et préposés? Pourquoi la loi n'a-t-elle

pas permis que la victime de l'accident ou ses représentants puissent agir par l'action de droit commun contre eux, dans le cas où l'accident dont elle est victime est imputable à leur faute. Pourquoi cette protection à l'encontre des principes les plus élémentaires du droit ?

Pour le patron, la réponse est bien facile : la loi de 1898 ayant mis à sa charge le risque professionnel, c'est-à-dire l'obligation d'indemniser l'ouvrier, non seulement dans le cas où l'accident est imputable à sa faute, mais, même quand il est arrivé par la faute d'autrui, a tempéré cette rigueur de droit par une contre partie, en imposant à l'ouvrier l'obligation de se contenter d'une indemnité partielle de la part du patron, qu'il soit ou non l'auteur de l'accident.

L'obligation du patron d'indemniser l'ouvrier même en absence de toute faute de sa part, a été ainsi compensée à son profit, par une atténuation de sa responsabilité en cas de faute.

L'ouvrier ne pourra donc obtenir de son chef d'entreprise, en cas d'accident dû à la faute de celui-ci, comme dans le cas où l'auteur est un tiers, que les indemnités fixées forfaitairement par la loi de 1898. Il ne pourra jamais invoquer contre lui aucune disposition autre que celles de la loi de 1898 (art. 2.)

Or, lui permettre d'exercer contre son chef d'entreprise le recours du droit commun accordé à la victime contre l'auteur de l'accident, serait obliger ce dernier à une réparation complète, contrairement au principe même de la loi.

Maintenant que nous connaissons la raison qui a déterminé le législateur à refuser l'action de droit commun contre le patron, nous comprendrons plus facilement le motif du refus à l'égard de ses ouvriers et préposés.

A la vérité, d'après les principes du droit commun (art. 1384 C. civ.) les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

Admettre alors le recours du droit commun, contre les ouvriers et préposés du patron, serait l'admettre contre le patron lui-même qui est civilement responsable du fait de ses ouvriers et préposés, ce serait obliger celui-ci, contrairement à l'économie même de la loi de 1893, à une réparation complète.

Il est bien vrai que le patron, tenu responsable du fait de son préposé, possède une action contre celui-ci, mais le plus souvent cette action est sans effet, ces ouvriers et préposés étant insolvables. Pour éviter alors, que le chef d'entreprise soit exposé à payer des indemnités supérieures aux indemnités fixées par la loi, le législateur a supprimé l'exercice du droit commun par la victime contre les ouvriers et préposés du patron, comme il l'a supprimé contre le patron lui-même.

Mais, si d'après l'art. 7, sont considérés comme tiers, et, en conséquence, susceptibles d'être attaqués par le recours du droit commun les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, quel est le critérium qui nous permettra de dire que l'auteur de l'accident est

un tiers et non pas le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés ?

La question présente beaucoup de difficultés surtout à l'égard des préposés.

Pour faciliter notre étude nous diviserons cette partie en trois chapitres :

Chapitre I^{er} sera consacré à la distinction entre le chef d'entreprise et le tiers responsable de l'accident.

Chapitre II aura pour objet la distinction entre le tiers responsable et les ouvriers et préposés du patron.

Chapitre III traitera de la question de savoir si le patron peut exercer le recours de droit commun contre ses ouvriers et préposés dans le cas où l'accident est imputable à leur faute.

CHAPITRE PREMIER

DISTINCTION ENTRE LE CHEF D'ENTREPRISE ET LE TIERS RESPONSABLE DE L'ACCIDENT

Puisque la loi accorde à la victime le recours de droit commun, contre le tiers auteur de l'accident et le refuse contre le chef d'entreprise quoique l'accident soit imputable à sa faute, la question de savoir quel est le critérium de distinction entre la qualité de tiers et celle de chef d'entreprise a une importance capitale.

Heureusement, la question ne présente pas des difficultés pratiques, étant donné la précision de la loi de 1898, d'après laquelle doit être considéré comme chef d'entreprise, et, par conséquent, tenu seulement des indemnités forfaitaires, celui qui a embauché l'ouvrier, et qui le paie.

A la vérité, elle se sert dans ses articles des expressions : ouvrier, employé, qui impliquent un engagement, un contrat entre l'ouvrier et le chef d'entreprise. La responsabilité du risque professionnel établie par la loi, est ainsi une conséquence directe du contrat de travail, dont le signe apparent est le salaire payé par le patron à l'ouvrier.

Il faut donc décider que, si l'auteur de l'accident dont

l'ouvrier a été victime, est celui qui l'a embauché, qui le paie, le recours de droit commun ne peut être exercé contre lui, la loi lui imposant seulement le paiement des indemnités forfaitaires.

Si, au contraire, l'auteur responsable de l'accident n'est pas le chef d'entreprise qui l'a embauché, ni un de ses ouvriers et préposés, l'action de droit commun pourra être exercée contre lui, par l'ouvrier victime de l'accident.

Sur cette question, les arrêts de la Cour de cass. (civ., 14 mars 1904, D. P., 1904, 1.555; Ch. Ré., 8 janvier 1908, D. P., 1908, 1.185) se trouvent d'accord avec les décisions des Cours d'appel (Toulouse, 23 décembre 1901, Agen, 5 avril 1905, D. P., 1908, 1.187, Bordeaux 17 octobre 1910. D. P., 1911, 2.392) et la doctrine tout entière.

Cependant, il y a des cas où la distinction à faire entre la qualité de tiers et celle de chef d'entreprise est si délicate que des instances judiciaires ont présenté le tiers comme chef d'entreprise et comme conséquence ont refusé à la victime le droit d'exercer contre lui le recours de droit commun.

C'est ainsi, que le tribunal de Mont-de-Marsan, dans son jugement du 30 juillet 1910 (D. P., 1912, 2.323) voit l'exécution d'un contrat de travail, dans le cas d'un service accidentel rendu gratuitement et pendant quelques instants à un entrepreneur ou industriel par un ouvrier qui n'est pas de sa spécialité, qui est employé par un patron dans une spécialité différente, pour la journée entière et qui reçoit de ce dernier, au moment même où il rend le service, dont

il s'agit, le salaire entier de la journée. En conséquence, il refuse à l'ouvrier victime de l'accident le recours de droit commun contre le chef d'entreprise qu'il a aidé.

« Attendu, dit le jugement, que D., en demandant à T., son aide comme ouvrier et ce dernier en l'acceptant passaient un véritable contrat de travail, qu'il s'établissait entre eux des rapports de patron à ouvrier; qu'en effet F., se mettait tout aussitôt à la disposition et sous les ordres de D.,

Attendu qu'il est vrai qu'aucun salaire n'avait été expressément stipulé, mais que, n'y aurait-il pas d'allocation de salaire le contrat de travail n'en subsisterait pas moins, car la loi du 9 avril 1898, prévoit bien dans son art. 8 que le bénéfice de ces dispositions s'étende aux apprentis qui ne reçoivent cependant aucune rémunération.

Attendu qu'à la vérité, F., s'en remettait, comme cela se prévoit toujours quand il s'agit de travaux d'une durée de quelques instants, à la générosité de D., qu'il savait qu'il serait rémunéré du concours qu'il prêtait soit par un service que pourrait lui rendre D., dans sa profession, soit par une allocation en espèce, qu'en fait il a été rémunéré puisqu'il a touché de lui peu après l'accident une indemnité de 4 francs.

Attendu que F. a été distrait de la profession qu'il exerce, puisqu'il a été employé à des travaux de serrurerie, que ce n'est donc pas à l'occasion et au lieu du travail que comportait sa profession qu'il a été blessé.

Attendu que cette objection serait fondée si F., s'adressait à son patron menuisier... »

L'erreur commise par le tribunal de Mont-de-Marsan a déterminé la Cour de Pau d'infirmier son jugement, par l'arrêt en date de 12 décembre (1910, D. P., 1912, 2, 323) que voici :

« Attendu en droit, que l'action basée sur le risque professionnel ne peut être intentée qu'à la condition de l'existence préalable d'un lien contractuel...

Attendu, en effet, que le contrat de travail engendre des droits et devoirs réciproques ; qu'il est régi, notamment par les dispositions de l'art. 1780, C. civ., complétées par la loi du 27 déc. 1898, que l'ouvrier doit son travail moyennant une rémunération qui peut n'être point en argent, consister en prestation ou même en cas d'apprentissage consister dans l'obligation d'enseigner ; que s'il n'est point nécessaire pour l'existence de ce contrat que cette rémunération soit fixée et déterminée, il est indispensable qu'elle soit convenue et stipulée ; qu'il n'est donc pas possible de voir l'exécution d'un contrat de travail dans le cas d'un service accidentel, rendu gratuitement et pendant quelques instances à un entrepreneur ou industriel par un ouvrier qui n'est pas de sa spécialité, qui est employé par un patron dans une spécialité différente, pour la journée entière et qui reçoit de ce dernier au moment même où il rend le service dont il s'agit le salaire entier de cette journée ; qu'à celui-ci seul appartient l'autorité et la direction qui dérivent du contrat de travail et que dans le cas où il aurait donné l'ordre à celui qui est à son service de s'employer chez un tiers il devrait supporter la charge de l'indemnité, mais que

l'ouvrier, qui donne un coup de main dans les conditions précisées, agit en dehors de toute obligation contractuelle et ne peut invoquer vis-à-vis du chef d'entreprise qu'il a aidé momentanément que les responsabilités éventuelles de l'art. 1382.

Attendu, en fait qu'au moment de l'accident dont il a été victime le 29 juillet 1909 F., rendait à D., un service momentanément purement officieux et gratuit, que la somme de 4 francs qui lui aurait été versée le 1^{er} août suivant par D., excessive comme rémunération d'un coup de main ou très insuffisante comme dédommagement du préjudice par lui souffert, ne saurait être considérée comme un salaire contractuel... »

CHAPITRE II

DISTINCTION ENTRE LE TIERS ET LES OUVRIERS ET PRÉPOSÉS DU PATRON

L'art. 7 de notre loi, interdit à la victime le recours de droit commun non seulement contre le patron mais aussi contre ses ouvriers et préposés auteurs de l'accident.

La raison est, comme nous l'avons déjà dit, que le patron étant responsable du fait de ses préposés, l'action de droit commun, exercée contre eux, aurait pour effet de l'obliger au paiement des indemnités supérieures aux indemnités dont il est tenu en vertu de la loi de 1898.

La loi étant ainsi interprétée, le mot « préposé » ne peut viser que le salarié de l'art. 1384, C. civ., qui se trouve en état de subordination constante vis-à-vis de son patron.

Cependant, dans la pratique il s'est produit beaucoup de difficultés sur la question de savoir si l'on peut sans forcer le sens du mot « préposé » y comprendre la personne à la disposition de laquelle un chef d'entreprise a mis son ouvrier pour un travail qu'elle dirigera et surveillera à la place du patron.

L'importance de la question est évidente, car, si nous

admettons l'affirmative, en cas d'accident survenu à l'ouvrier pendant le travail qu'il exécute, il ne pourra pas exercer contre elle le recours de droit commun réservé par l'art. 7 contre les auteurs de l'accident autres que le patron et ses ouvriers et préposés.

Si au contraire, nous décidons que cette personne est un tiers, autre que le patron ou ses préposés, la victime possède contre elle le recours de l'art. 7, en dehors de l'action spéciale de la loi de 1898, contre le patron.

Tout d'abord, un point est certain à savoir que le chef d'entreprise à la disposition duquel l'ouvrier a été mis, par son patron pour un travail déterminé, ne peut pas être réputé pour ce travail, le patron de l'ouvrier et tenu comme tel des seules indemnités forfaitaires.

Sur ce point il n'y a pas de difficulté. Les auteurs sont en unanimité d'accord avec les décisions de la jurisprudence.

La raison, nous l'avons déjà indiquée, c'est que le chef d'entreprise responsable d'après la loi de 1898 est celui qui a loué les services de l'ouvrier, qui le paie. Or, dans notre hypothèse aucun contrat de travail n'intervient entre l'ouvrier et le tiers. L'ouvrier ne fait qu'exécuter au profit du tiers à la disposition duquel il a été mis, le contrat qu'il a passé avec son patron qui le paie et auquel il reste subordonné. Dans ces conditions, les rapports de patron à ouvrier n'existent pas, et par conséquent, le tiers ne peut pas être considéré comme chef d'entreprise tenu seulement des indemnités forfaitaires.

Mais, s'il ne peut pas être tenu, en vertu de la loi de 1898, en qualité de chef d'entreprise, ne pourrait-il être actionné par l'ouvrier au paiement du dommage intégral conformément à l'art. 7 de cette loi, et à l'art. 1382, Code civil et comme conséquence considéré comme tiers ?

La vive discussion ouverte sur ce point a été close par deux arrêts de la Cour de cassation (Ch. Réunies) en date du 8 janvier 1908, (D. P., 4, 185), de telle sorte que la question ne se posera plus devant les tribunaux. Dès lors, les Cours d'appel qui ont refusé au commencement de suivre la Cour de cassation consacrent dans leurs décisions la même solution que la Cour suprême. Cependant, la résistance qu'elles ont opposée et à laquelle se sont associés la plus part des auteurs, prouve que la solution qui a triomphée est loin de s'imposer.

L'espèce qui s'est présentée en pratique est la suivante :

B., et C., entrepreneurs de camionnage ont mis leur ouvrier Ferras à la disposition de la Compagnie du chemin de fer de Midi, pour la manœuvre de wagons dans la gare de Toulouse. Or, dans l'exécution de ce travail dont la Compagnie avait la direction et la surveillance, Ferras fut écrasé par un wagon à la suite de la faute d'un employé de la Compagnie.

La veuve Ferras après avoir obtenu de B., et C., par application de la loi de 1898 une rente viagère, introduit devant le tribunal de Toulouse une demande de 2.000 francs en dommages intérêts contre la Compagnie de Midi. B., et C., intervinrent en instance et s'associèrent aux conclusions de la

dame Ferras et conclurent à ce que l'indemnité à elle allouée les exonérât à concurrence du capital représentatif de la rente à eux imposée.

La question était de savoir si la victime, après avoir touché de ses patrons B., et C., l'indemnité édictée par la loi de 1898, peut former une demande en dommages-intérêts contre la compagnie civilement responsable de la faute de son employé ?

Le tribunal de Toulouse après enquête, condamna par une décision du 26 juin 1902 la Compagnie de midi, au service d'une vente viagère et fit droit aux conclusions des intervenants.

Sur l'appel de ce jugement, la Cour de Toulouse prononça la confirmation le 23 décembre 1904, mais son arrêt fut cassé et sur le renvoi fait à la Cour d'Agen, cette Cour (5 avril 1905, D. P., 1908, 4, 187) confirma à son tour le jugement.

Les Chambres réunies de la Cour de cassation cassèrent le second arrêt, et la Cour de Bordeaux saisie comme Cour de renvoi finit par adopter la solution de la Cour suprême.

La solution qui a prévalu en jurisprudence est donc, que le chef d'entreprise à la disposition duquel l'ouvrier a été mis n'est pas un « tiers » au sens de l'art. 7 de la loi de 1898, et comme conséquence, il ne pourra pas être attaqué par le recours que la victime puise dans le droit commun, La Cour de cassation (ch. ré.) dans son arrêt fait valoir l'argument que la compagnie ayant la direction du travail

en vertu d'une convention passée avec le patron de l'ouvrier, ne peut pas être considérée comme un tiers.

C'est cette substance dans la direction du travail qu'il semble être pour elle la justification de sa solution et en même temps la condition à laquelle est essentiellement subordonnée celle-ci. Elle estime que la personne substituée n'est pas un tiers.

« Attendu, dit-elle, — que la responsabilité du risque professionnel établi par la loi de 1898 est une conséquence directe du contrat de travail ; que le chef d'entreprise qui a la charge de l'indemnité est donc celui qui a loué les services de l'ouvriers et qu'il demeure responsable envers lui-même s'il l'a mis à la disposition d'une autre personne ; que celle-ci par rapport à l'ouvrier avec lequel elle n'a pas contracté n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, mais qu'ayant eu par suite de la convention passée avec le patron, la direction du travail au cours duquel l'accident s'est produit, elle ne saurait non plus être considérée comme un tiers soumis par l'art. 7 à l'action de droit commun. »

Cette solution de la Cour suprême nous sembla non seulement contraire à l'esprit de la loi de 1898, mais au texte même de l'art. 7 et à l'équité.

A la vérité, nous avons dit que l'art. 7 a pour objet d'apporter une exception aux règles de droit commun en réservant l'exercice de l'action de l'art 1382, Code civil à la victime contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés.

Cette dérogation est commandée par l'économie même de la loi de 1898, qui, ayant imposé au patron le risque professionnel, accorde toujours une action à l'ouvrier, même dans le cas où il en aurait été privé sous l'ancien régime, mais en revanche, réduit à forfait la réparation au-dessous de ce qu'elle devait être normalement, puisqu'elle n'accorde à la victime que les deux tiers ou la moitié du préjudice subi, suivant que l'incapacité est absolue ou relative.

Or, permettre à l'ouvrier victime de l'accident d'invoquer le bénéfice du droit commun, grâce auquel il serait complètement indemnisé, lorsque l'accident est imputable ou à la faute d'un des préposés du patron, du fait duquel il est civilement responsable en vertu de l'art. 1384 C. civ., serait contraire à l'esprit même de cette loi.

Il était donc nécessaire d'exclure de la catégorie des tiers, contre lesquels le recours de droit commun est admissible, les préposés du patron, pour éviter ainsi qu'il soit contraint, par des moyens détournés, à payer des indemnités supérieures aux indemnités forfaitaires de la loi de 1898.

Dans ces conditions, on comprend bien que l'art. 7 qui exclut l'action de droit commun contre les ouvriers et les préposés du patron, vise uniquement avec le chef d'entreprise ceux dont il est civilement responsable en qualité de commettant et qu'il est impossible d'étendre à d'autres le droit exceptionnel qui leur est reconnu par la loi.

D'autre part, l'art. 7 en faisant une distinction entre le patron et ses ouvriers et préposés, et les autres auteurs de

L'accident, permet à la victime d'exercer le recours de droit commun contre les auteurs de l'accident, autres que le patron et ses préposés.

La question est alors de savoir si, en conformité avec le texte de cet article, le tiers à la disposition duquel l'ouvrier a été mis, ne peut pas être considéré comme chef d'entreprise ou préposé de celui-ci, pour être soustrait à l'action de droit commun ?

Tout d'abord, il ne peut pas invoquer le bénéfice de l'art. 7 comme chef d'entreprise, pour la raison que nous avons déjà indiquée (1).

Mais ne peut-il être considéré comme préposé ?

D'après l'art. 1384 C. civ. les préposés sont des salariés subordonnés au patron. Or, nous avons dit que le tiers à la disposition duquel a été mis l'ouvrier dirige le travail sans recevoir aucun autre ordre du patron de l'ouvrier.

Ce tiers n'a donc pas non plus la qualité de préposé. Alors, il faut décider que l'art. 7 qui déroge aux règles de droit commun en faveur du chef d'entreprise et ses ouvriers et préposés, n'est pas applicable au substitué du patron, et qu'en conséquence, celui-ci est susceptible d'être attaqué par le recours de droit commun.

La Cour de cassation n'a pas pris en considération cette distinction faite par le texte de l'art. 7 qui vise les chefs d'entreprise et les préposés. Elle s'est attachée uniquement à l'alinéa final de cet art. qui permet au patron d'exercer

(1) Page 69.

cette action contre les tiers responsables de l'accident, en déclarant que le substitué n'est pas un tiers.

Or, cet alinéa n'a pas pour but de limiter le cercle des personnes susceptibles d'être actionnées en vertu du droit commun, mais de décider que cette action pourra être exercée non seulement par l'ouvrier victime de l'accident ou ses représentants, mais aussi par son patron (1).

Au point de vue de l'équité, la solution de la jurisprudence fait au substitué du patron une situation trop favorable, car, ne pouvant être poursuivi ni en qualité de patron ni en qualité de tiers échappe à toute responsabilité en cas d'accident dû à sa faute.

La Cour de cassation (Ch. civ.) a cherché le fondement de sa solution dans un autre article que l'art. 7, à savoir dans l'art. 20, qui décide « qu'en cas de faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité due à l'ouvrier pourra être majorée. Et elle conclut que le substitué dont parle l'art. 20, doit être assimilé à un préposé dont la faute n'entraîne aucune responsabilité fondée sur le droit commun vis-à-vis de la victime de l'accident, de telle sorte que les art. 7 et 20 se complètent l'un par l'autre.

Les Chambres réunies de la Cour de cassation, dans l'arrêt du 18 janvier 1908, se sont abstenues de reproduire cet argument, ce qui permet de dire qu'elles ont reconnu qu'il n'y a rien à tirer de l'art. 20 pour interpréter l'art. 7. Car, si l'art. 7 a pour but de régler les rapports entre l'ouvrier

(1) S. 1911, 1, 25, note sous Cass.

et les auteurs de l'accident pour décider que l'action de droit commun ne sera pas permise contre le patron et ses préposés ; l'art. 20 concerne uniquement les rapports entre les ouvriers et le patron et décide qu'en cas de faute inexcusable de ce dernier ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, la rente due à la victime en vertu de l'art. 1 de la loi de 1898 pourra être augmentée.

Or, cette majoration de la rente en cas de faute inexcusable, n'a aucun rapport avec l'action de droit commun que l'art. 7 a limitée seulement aux regards du patron ou ses ouvriers et préposés.

Au surplus, les travaux préparatoires de l'art. 20 prouvent que le mot « substitué » employé par cet article n'est pas un simple synonyme du mot « préposé », employé dans l'art. 7, car l'art. 20 vise dans l'expression « ceux qu'il s'est substitués dans la direction », les hauts préposés du patron, ceux auxquels il a délégué une partie de ses pouvoirs et qu'il a investis de son autorité, — ses alter ego, — non pas tous les employés du patron.

A la vérité le texte de l'art. 20 soumis au sénat en 1890 visait : « Le chef d'entreprise ou ses préposés ». Mais M. Tardieu ayant demandé de viser les préposés tels que les directeurs, les ingénieurs qui sont les alter ego du patron, le Sénat adopta l'amendement suivant :

« Si l'accident est dû à la faute lourde de l'entrepreneur ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance

des travaux, les art. 1382 et s. C. civ., continueront à être appliqués »

Ce texte fut maintenu en termes différents à la séance du 25 novembre 1895 (*Journ. off.*, Sénat déb. par., page 955) :

« S'il est prouvé par la victime ou ses ayants droit que l'accident est dû à la faute lourde du chef d'entreprise, les indemnités du titre 1^{er} pourront être majorées par le tribunal ».

En 1897 la Chambre des députés vota cette rédaction :

« La faute inexcusable du patron ou ses préposés ». A la séance du 4 mars cette formule fut combattue par M. F. Martin : « Je comprends, disait-il, qu'on majore la pension lorsque l'accident sera dû à la faute inexcusable d'un directeur de travail, d'un chef d'atelier investi de l'autorité patronale, mais, je trouve excessif de faire supporter au patron des charges supérieures au risque professionnel quand c'est un simple ouvrier qui a causé un accident à un de ses camarades même par sa faute inexcusable. Au lieu d'employer le terme trop général de préposé, on pourrait dire « à ceux qu'il a préposés à la direction du travail ».

Et à la séance du 14 mars 1898 la rédaction actuelle fut adoptée (*Jour. off.*, déb. parl., p. 339-343).

Nous pouvons donc conclure avec raison que l'expression « substitué » de l'art. 20 ne vise que des préposés d'un ordre supérieur, ceux dont il aura fait ses alter ego, en leur déléguant la conduite de l'entreprise, non pas tous les employés du patron. Dans ces conditions il nous est impossible d'assimiler les substitués de l'art. 20 avec les

préposés désignés par l'art. 7 et de décider que ces deux articles se complètent l'un par l'autre (En ce sens, Cour d'Agen, 5 avril 1905, *P. F.*, 1906, 2, 64).

Malgré ces critiques, la Jurisprudence de la Cour de cassation se maintient. Des Jugements récents consacrent cette solution en adoptant en entier les motifs que la Cour suprême a fait valoir dans ses arrêts. C'est ainsi qu'un Jugement du tribunal civil de la Seine (11 déc. 1913, *Rec. Gaz. trib.*, 1914, 2, 87), décide que si un ouvrier maçon a été mis momentanément par son patron au service et sous les ordres d'une compagnie d'électricité, pour effectuer le scellement des isolateurs électriques dans une usine et a été électrocuté au cours de ce travail par suite d'un contact avec un courant à haute tension qui n'avait pas été interrompu, la compagnie d'électricité ne pourra être considérée comme le tiers auteur de l'accident, mais comme le patron momentanément substitué à l'ouvrier, car dit le jugement :

« Attendu... en droit qu'on ne saurait considérer comme un tiers responsable soumis par les dispositions de l'art 7. de la loi de 1898, à l'action de droit commun et auquel en dernière analyse incombe le fardeau de l'indemnité payée à l'ouvrier victime d'un accident du travail qu'une personne absolument étrangère à la victime au point de vue du travail au cours duquel l'accident s'est produit, n'ayant exercé sur celle-ci aucune autorité et ne lui ayant ni par elle-même, ni par ses préposés imposé avec le droit de le faire aucune direction pour l'accomplissement de ce travail.

Attendu qu'on ne saurait considérer que celui qui n'étant rattaché à l'ouvrier ni par un lien contractuel ni par une situation de fait ayant nécessité son intervention momentanée dans le travail au cours duquel l'accident s'est produit, encourt à raison d'un fait purement accidentel la responsabilité prévue par l'art. 1382 C. civ. :

« Attendu sans doute que le chef d'entreprise, à la disposition duquel un ouvrier a été mis momentanément en vue d'exécuter un travail de sa spécialité, travail que cet industriel ne pouvant pas faire exécuter par ses ouvriers à raison de leur incompétence professionnelle, ne saurait être considéré en ce qui concerne cet ouvrier comme un patron véritable, mais qu'il échut de considérer qu'ayant eu, par suite des conventions passées avec le patron de l'ouvrier, la direction momentanée du travail spécial exécuté par celui-ci, il ne saurait être pris comme tiers responsable dans les termes prévus par l'art. 7 de la loi précitée,

« Attendu qu'au cours du travail exécuté par l'ouvrier B., au service de G., entrepreneur de maçonnerie, le chef monteur F., au service de la Compagnie d'électricité était incontestablement devenu le maître du travail exécuté par l'ouvrier maçon spécialement mis à sa disposition pour effectuer le scellement des isolateurs électriques dans les murs des carrières de la Compagnie des mines de M...,

« Attendu... que F., préposé de la Compagnie générale d'électricité, ayant eu, au cours du travail, la qualité momentanée de patron substitué de l'ouvrier maçon, lui donnant seul les ordres et les directions nécessaires, cette Com-

pagnie ne saurait, ainsi qu'il a été établi en droit, être considérée comme tiers responsable des causes de l'accident et qu'il échet en conséquence de déclarer la Compagnie mal fondée... »

En pratique donc, le recours de droit commun, est refusé à la victime ou à ses représentants, non seulement contre le patron ou ses ouvriers et préposés, comme le veut l'art. 7 de la loi du 9 avril 1498, mais aussi contre le chef d'entreprise à la disposition duquel l'ouvrier a été mis par son patron. Il est vrai que la jurisprudence, ne dit pas qu'il est un préposé car, comme le disait M. Baudouin, procureur général (D. P. 1808.1.185) : « La Compagnie ne peut certes se dire préposé de B. et C., puisque ce terme, dans notre langue juridique importe avec lui, « *stricto sensu* », une idée d'autorité et de subordination corrélatives et que l'arrêt attaqué déclare que la Compagnie ne recevait aucun ordre de B. et C., et demeurait libre de diriger le travail comme bon lui semble.

Mais ayant la direction du travail en vertu d'une convention passée avec le patron de l'ouvrier, elle refuse d'admettre contre lui l'exercice du recours du droit commun et comme conséquence de le considérer comme un tiers responsable dans les termes prévus par l'art. 7 de la loi précitée.

CHAPITRE III

RECOURS DU PATRON CONTRE SES OUVRIERS OU PRÉPOSÉS

Il nous reste à étudier la question de savoir, si le patron peut recourir contre ses ouvriers ou proposés, auteurs responsables de l'accident, en remboursement du montant de l'indemnité qu'il est tenu de payer à la victime en conformité de la loi de 1898.

La question est controversée en doctrine. Pour les partisans de l'action subrogative la question ne se pose pas, pour le motif que le chef d'entreprise étant subrogé aux droits et actions du blessé, ne peut pas avoir d'autres droits que ceux dont est investi l'ouvrier victime de l'accident.

Or, la victime ne saurait agir contre ses préposés en vertu de l'art. 1382, C. civ., ce qui aurait pour effet de mettre la responsabilité des accidents à la charge des ouvriers et préposés, contrairement au principe de la loi du 9 avril 1898.

C'est ainsi que s'exprime M. Sachet, 775 :

« Si un préposé avait par sa faute provoqué un accident industriel, le patron ne pourrait pas se prévaloir des dispositions des art. 1382 et s., C. civ. pour lui réclamer des

dommages-intérêts, car, les termes de l'art. 7 ne réservent au patron qu'une action contre les tiers auteurs autres que ses ouvriers et préposés. Comment d'ailleurs en pourrait-il être autrement ? Puisque la faute subjective a été supprimée par l'adoption du risque professionnel, elle ne saurait être invoquée par le patron pour exiger des victimes la réparation même de l'accident qui leur donne droit à une réparation, même de l'accident qui leur donne droit à une rente ou une pension. Une telle action serait manifestement inconciliable avec les dispositions de la loi de 1898 et avec le but du législateur ».

MM. Aubry et Rau, t. V, éd. 5, p. 448, expriment la même opinion :

« Cette action, disent-ils, étant exactement celle qui appartient à la victime ou à ses représentants, ne peut lorsqu'elle est exercée par le patron viser que les mêmes personnes et elle est soumise aux mêmes conditions. Donc, le patron ne peut agir, en vertu de l'art. 7, contre ses ouvriers et préposés. Il ne le pourrait pas davantage en vertu de l'art. 1382 ».

Malgré l'autorité de ces auteurs, la solution contraire nous paraît préférable, car, d'après les art. 1382 et s., C. civ., toute personne qui, par sa faute ou son fait, a causé un préjudice à autrui doit le réparer.

Or, quand l'accident arrive par le fait de l'ouvrier lui-même ou du préposé, le patron éprouve un préjudice résultant de ce qu'il a dû payer, ce qu'il n'aurait pas payé si l'accident n'avait pas eu lieu.

Et, rien dans la loi de 1898 ne s'oppose à cette solution dictée par les règles de droit commun.

Il est bien vrai que l'art. 7 a supprimé l'action de droit commun contre les ouvriers et les préposés du chef d'entreprise, mais cette restriction vise seulement l'action de la victime et non celle du chef d'entreprise.

Il faut décider, en conséquence, que le patron pourra, en conformité de l'art. 1382, C. civ., agir contre son ouvrier et préposé auteur de l'accident.

On a objecté que la faute subjective a été supprimée par l'adoption du risque professionnel et que, par conséquent, elle ne saurait être invoquée par le patron, pour exiger des victimes la réparation de l'accident qui leur donne droit à une réparation (M. Saché, précité.)

A cette objection, l'auteur de la note au Sirey, 1911, 1, 27, sous l'arrêt des Chambres réunies du 8 janvier 1908, nous semble avoir victorieusement répondu :

« Sans doute, elle a été supprimée à l'égard du patron, mais elle l'a été tellement peu vis-à-vis de l'auteur de l'accident que l'art. 7 donne à l'ouvrier le droit de recours contre ce dernier. S'il le refuse à l'égard des préposés, il ne la refuse pas au patron lui-même. »

La Cour de cassation (ch. civ.) dans son arrêt du 14 mars 1904, semble adopter ce système quand elle dit que la victime de l'accident n'a d'action contre le chef d'entreprise avec lequel elle a traité, mais, qu'elle a le droit de relever contre lui, conformément à l'art. 20 de la loi de 1898, la faute inexcusable de celui qu'il s'est aussi substitué dans

la direction du travail et contre lequel il pourra exercer un droit de recours.

Car, dans cette hypothèse comme dans celle où il y a simple faute du préposé, le recours repose sur l'art. 1382, C. civ., l'auteur ayant par sa faute fait naître la dette d'indemnité du patron, et ayant ainsi causé un préjudice à ce dernier.

Le même système est adopté par MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl qui disent que le patron peut agir contre ses préposés auteurs de l'accident. « Sans doute, ajoutent-ils, il n'invoquera pas ici l'art. 7 qui vise exclusivement l'action de l'ouvrier lui-même, laquelle ne peut-être dirigée contre ces préposés. Mais ce recours lui est assuré par le droit commun. » (Le Contr. de louage, t. II, 1^{re} partie, n° 2531, 3^e éd.)

Cette action pourra être exercée même par l'ouvrier victime comme créancier du patron, en vertu de l'art. 1166, C. civ. Seulement elle ne lui sera d'aucune utilité pour le motif qu'il n'obtiendra pas par cette voie, des indemnités supérieures à celles dues par son patron; — il agit à la place de ce dernier et la créance du patron contre l'auteur de l'accident consiste dans les indemnités dont il est tenu par la loi de 1898.

Au surplus, comme il s'agit d'une action de droit commun, il sera tenu de faire la preuve de la faute.

TROISIÈME PARTIE

Effets de l'action de droit commun.

Si la victime ou ses représentants ne peuvent, en exerçant l'action spéciale de la loi de 1898, obtenir du patron que la réparation partielle du préjudice que leur a causé l'accident, — celui-ci n'étant tenu qu'aux indemnités forfaitaires de la loi de 1898, qui représentent une partie seulement de la perte du salaire, — l'exercice du recours que l'art. 7 leur accorde en conformité avec les règles de droit commun, contre le tiers à la faute duquel est imputable l'accident, peut leur procurer la réparation complète de ce préjudice.

Et comme le second alinéa de l'art. 7 dispose que le chef d'entreprise sera exonéré des obligations mises à sa charge, jusqu'à due concurrence de l'indemnité due par le tiers, il en résulte que, si l'indemnité mise à la charge du tiers est supérieure ou égale à celle due par le patron, celui-ci s'en trouvera complètement exonéré.

Si, au contraire, elle sera inférieure, le patron, libéré jusqu'à due concurrence, sera tenu de la différence.

Il nous reste à ajouter que, l'art. 7, avant d'être modifié par la loi de 1902, en accordant à la victime ou à ses représentants l'action de droit commun, contre le tiers auteur de l'accident, ne contenait aucune dérogation au droit commun et qu'en conséquence, les tribunaux pouvaient condamner ce tiers, soit à une rente s'ils le jugeaient bon, soit au paiement d'une somme capitale.

Au contraire, conformément à l'art. 3 de la loi de 1898 l'indemnité mise à la charge du patron, devait être attribuée sous forme de rente.

La loi de 1902 est venue compléter l'art. 7, en imposant aux tribunaux l'obligation de donner à l'indemnité de droit commun, une forme qui soit en harmonie avec les différentes indemnités allouées par la loi de 1898.

A la vérité, d'après l'art. 7 modifié en 1902 :

« Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité mise à la charge du tiers responsable, devra être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites ».

Et l'art. ajoute :

« En outre, de cette allocation sous forme de rente, le tiers pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux art. 3 et 4 ci-dessus ».

La première de ces modifications, a l'avantage de réduire le nombre des procès et d'assurer à la victime toutes les garanties que vise à lui donner la loi de 1898. » En effet,

disait M. Millerand, ministre du Commerce, à la séance de la chambre des députés du 23 mai 1901 (*Jour. off.*, 23 mai 1901, page 1128), avec l'art. 7 de la loi de 1898, tel qu'il a été actuellement rédigé qu'elle est la situation ?

La victime peut être tentée de demander au tiers qui a causé l'accident une réparation, de poursuivre contre lui un procès en vertu de l'art. 1382, C. civ., indépendant du procès où elle demandera à son patron la réparation forfaitaire qu'il doit en vertu de la loi.

Et pourquoi serait-elle tentée d'ouvrir cette double action ? Parce qu'en vertu de la loi actuelle, elle peut obtenir du tiers qui a causé l'accident un capital, tandis que de son patron elle n'obtiendra en thèse générale qu'une rente.

La Commission, soucieuse à bon droit d'empêcher autant que possible des procès, supprime cet appât aux procès en disant que dans tous les cas la victime n'aura droit qu'à une indemnité sous forme de rente. Les intérêts de la victime ne sont en rien lésés, mais une chance de procès est supprimée. C'est le premier avantage de la disposition présentée par la commission.

Il y en a un second que j'indiquais en commençant. M. F. David paraît avoir oublié ou cours de ses très intéressantes observations cette disposition essentielle de l'art. 7 que l'indemnité allouée à l'ouvrier contre le tiers exonère à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Qu'est-ce que sinon donc que la garantie que la loi de 1898 a voulu donner à la victime, s'en trouve d'autant di-

minuée. Si le tribunal a condamné au versement d'un capital l'auteur de l'accident, si même il le condamne à servir un revenu à l'ouvrier victime de l'accident, celui-ci est privé des garanties que la loi de 1898 lui a assurées au regard du patron.

Si bien que lorsque l'ouvrier fait un procès au tiers, il se peut qu'en définitive, le tribunal lui ait adjugé simplement l'insolvabilité du tiers et que, par conséquent, ne soit pas atteint le but de la loi de 1898, qui est dans tous les cas d'assurer à l'ouvrier victime d'un accident une indemnité forfaitaire. Il n'y a plus pour l'ouvrier des garanties. Eh bien, si intéressant que soit l'auteur de l'accident la victime est plus encore. »

L'art. 7, ainsi modifié, — nous parlons de la première modification, — fait une distinction entre les accidents qui ont entraîné une incapacité permanente ou la mort et les accidents qui ont entraîné une incapacité temporaire.

Dans le premier cas, l'alinéa ajouté en 1902, décide que l'indemnité mise à la charge du tiers responsable de l'accident, devrait être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites.

Dans le second cas, aucune dérogation n'ayant été apportée aux règles du droit commun, il en résulte que le juge du fait, demeure le maître de dire la forme sous laquelle le paiement en serait effectué et qu'en conséquence, les indemnités dues par le tiers pourront être attribuées sous forme d'un capital plus ou moins élevé.

Quant au second alinéa, ajouté en 1902, il a pour but de

préciser, que le tiers ne sera pas seulement tenu d'une rente, mais, qu'il pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités prévues aux art. 3 et 4 de la loi.

Cette disposition constitue donc une explication précise du texte primitif du § 2 de l'art. 7, qui, statuant que l'indemnité mise à la charge du tiers, exonérera jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise, laissait croire qu'il ne sera déchargé que du service de la rente et non de l'indemnité journalière, des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

Ces modifications ainsi justifiées, entrons maintenant dans quelques détails. Il faut d'abord noter qu'il a été décidé qu'un arrêt satisfait aux prescriptions de la disposition ajoutée par la loi du 22 mars 1902 à l'art. 7 de la loi de 1898, et d'après laquelle en cas d'accident ayant occasionné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité mise à la charge du tiers auteur de l'accident, devra être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites, encore qu'il prononce contre ce tiers, auteur d'un accident, une condamnation à une somme en capital, s'il ajoute que cette somme sera employée à la constitution d'une rente à la caisse nationale des retraites. La raison est que, l'art. 7, tel qu'il a été modifié par la loi de 1902, dispose que l'indemnité sera allouée sous forme de rente, et cela signifie seulement que l'ouvrier ne pourra pas toucher un capital, mais non que l'auteur de l'accident ne

pourra pas être condamné au paiement d'un capital.

Le vœu de la loi est rempli dès lors que l'ouvrier n'a pas la disposition immédiate de l'indemnité (Cass. Crim. 26 juin 1908, S, 1911, 1, 442 et la note).

D'autre part, le tiers responsable doit pour constituer l'indemnité sous forme de rente mise à sa charge par l'art. 7 de la loi de 1898, verser à la Caisse nationale des retraites, le capital représentatif de cette rente calculée conformément au tarif édicté par l'art. 28 de la dite loi.

Il ne pourra pas choisir entre les deux modes de versement à capital aliéné ou à capital réservé, prévus par l'art. 5 de la loi de 1886. Il doit faire un versement à capital aliéné, car la loi du 20 juillet 1886, étant une loi de prévoyance sociale, ses dispositions ne peuvent être étendues à la matière des accidents du travail.

Il a été jugé ainsi par le tribunal civil de Toulouse (26 octobre 1911. D. P., 1912, 2, 41).

« Attendu, — dit le tribunal — que le législateur de 1902 mû par le double désir de prévenir la dissipation, par l'ouvrier peu économe et enclin à préférer un capital à une rente des sommes pouvant lui revenir à la suite de l'accident et d'harmoniser les deux actions lui compétent à raison du même fait, a voulu que les garanties nécessaires pour assurer l'effectivité des indemnités dues en vertu du risque professionnel fussent d'une portée générale, et ne pussent dépendre de la base juridique donnée par la victime à sa demande.

« Qu'il a ainsi fait une obligation aux tribunaux d'allouer

une rente dans tous les cas. Qu'à cette première dérogation au droit commun qu'au point de vue de la somme de l'indemnité met sur le même pied d'égalité le patron et le tiers, le législateur a ajouté d'une manière indirecte, mais très certaine, l'obligation pour ce dernier de verser immédiatement le capital représentatif de la pension mise à sa charge (puisque devant être servie par la Caisse nationale des retraites il faut que celle-ci ait reçu d'avance les fonds) sans pouvoir s'exonérer par une des garanties équivalentes énumérées au profit du patron dans l'art. 4 du décret du 28 février 1899 (D. P. 99, 4, 12), rendu en exécution de l'art. 28 de la loi de 1898 (M. Loubat, 1744).

Qu'on ne s'explique pas comment une pareille différence de traitement pourrait aboutir par une sorte de démenti ou d'adoucissement que l'équité ne saurait justifier, à créer au profit du tiers responsable dont la faute est démontrée, une situation plus avantageuse que celle du chef d'entreprise, alors que celui-ci particulièrement intéressant tout à raison de la nécessité de conserver les fonds qui alimentent son industrie ou commerce, qu'à raison du caractère forfaitaire de la loi, devrait résigner à aliéner le capital s'il voulait charger du service de la rente la Caisse nationale des retraites.

Que de l'ensemble des dispositions de la loi de 1902 résulte l'indice de la volonté certaine du législateur de soumettre virtuellement toutes les indemnités aux règles accessoires et d'exécution de la dite loi parmi lesquelles figure celle du tarif qu'il a été incorporé le 1899.

Que ces diverses considérations et conclusions, que reflètent les débats parlementaires, ont inspiré la circulaire du 11 juillet 1902, prise en exécution de la loi de 1902 et dans laquelle on lit que le calcul du capital représentatif de la rente sera fixé comme il est dit dans l'art. 28, d'après le tarif établi par la caisse et publié au *Jour. Off.* du 10 mai 1899.

Attendu, d'autre part, que dans le même ordre d'idée on ne comprendrait pas que le législateur ait renvoyé pour la Constitution des rentes dues par les tiers à la loi organique de 1886 et par voie de conséquence au tarif qui en est la suite, un grand nombre des dispositions étant de toute évidence inapplicables à la détermination des pensions des victimes d'accident. »

Dans le même sens s'est prononcé le trib. civil de Lyon 11 mars 1910, D. P., 1912, 2, 41 et le trib. com. de la Seine, dans un jugement plus récent, 29 fév., 1912 (*Gaz. trib.*, 18 mai 1912, où il dit que :

« Si le versement d'un capital ne peut être exigé par l'ouvrier accidenté à l'égard de son patron, l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, dispose que les indemnités dues par le tiers pour accidents ayant entraîné une incapacité permanente sont attribuées sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

Il découle de cet article que pour les tiers responsables condamnés à servir une rente à l'ouvrier victime d'un accident du travail, il existe une obligation inéluctable d'avoir à verser à la Caisse nationale des retraites le capital repré-

sentatif des rentes mises à leur charge de façon à permettre à la dite caisse d'en assurer le service. » (Voir aussi le jugement du trib. de Toulouse, 11 oct., 1911, D. P., 1912, 2, 46 ; contr. trib., Lectour, 5 juillet 1906, D., 1912, 2, 41).

Le versement du capital représentatif de la rente ne peut être effectué qu'à la Caisse nationale des retraites. S'il était fait entre les mains de la victime ou du patron, il ne serait libératoire pour le débiteur, qu'autant que les fonds auraient reçus l'emploi prescrit par la loi. En cas de perte, ou dilapidation du capital irrégulièrement versé, ce tiers sera exposé à payer une seconde fois, (Loubat 1745).

Mais, cette obligation du tiers n'existe, que pour les rentes dues aux ayants droit de la loi de 1898, car, les dommages-intérêts accordés par décision de justice aux autres parents, revêtent la forme que les tribunaux jugent à propos de leur donner.

De même, si l'accident n'a entraîné qu'une incapacité temporaire, les dommages-intérêts mis à la charge du tiers et représentant soit l'indemnité journalière, soit les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires peuvent être attribués sous forme d'un capital.

D'autre part, les dispositions de l'art. 28 de la loi de 1898, qui permet au chef d'entreprise qui cesse son industrie de se soustraire au versement du capital constitutif en fournissent une des garanties déterminées par le décret du 28 fév. 1898, ne peuvent pas être invoquées par le tiers auteur de l'accident, l'art. 7 ne le permettant pas. (En ce sens trib. Toulouse, jug. du 26 oct., précité.)

Quant à la question de savoir, si la rente due par le tiers responsable est susceptible de reversibilité au profit du conjoint de la victime, conformément à l'art. 9 de la loi de 1898, la réponse est négative, pour le motif que cette rente est due en vertu du droit commun et rien ne permet de lui appliquer les dispositions de la loi de 1898 (1).

Il a été jugé ainsi par le trib. civil de Toulouse, 11 oct. 1911, jugement, que nous avons déjà mentionné.

« Attendu, dit le tribunal, que le recours exercé par le demandeur n'est que le recours du droit commun basé sur l'art. 1382, C. civ. ; que par suite les dispositions de la loi de 1898 autorisant la réservibilité de la rente sur la tête du conjoint sont inapplicables à la cause. »

Cependant, il faut observer que, la solution contraire devait être admise, si on avait décidé que la constitution de la rente à la Caisse nationale des retraites est soumise à la réglementation générale édictée pour les rentes constituées à la Caisse nationale des retraites, par la loi de 1886.

Dans ce cas, le versement fait par le tiers au profit de la victime, profiterait de plein droit pour moitié au conjoint sans qu'elle eût seulement besoin de le demander (Loi 28 juill. 1886, art. 13-3).

Or, nous avons déjà vu que la jurisprudence s'est fixée dans le sens contraire, à savoir que, le tiers n'a pas le droit de choisir entre les deux modes de versement à capital aliéné et à capital réservé et que, par conséquent, il est

(1) En ce sens, Aubry et Rau, t. V, 5^e édit. page 531 ; Loubat 3^e édit., 1907, n° 1753 : Contre Sachet 794.

obligé de verser un capital représentatif de la rente, calculé conformément au tarif édicté par l'art. 28 de la loi de 1898. D'ailleurs, le jugement rapporté ci-dessus, en refusant au conjoint le droit à la moitié de la rente, décide par cela même, que la loi du 20 juill. 1886, ne régit pas les rentes constituées par les tiers responsables en vertu de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, et se trouve ainsi en harmonie avec les jugements des tribunaux de Toulouse, Lyon et Seine, que nous avons déjà analysés (1).

Quant aux dispositions de l'art. 3, § A, al. 2 et du § 14 du même art., d'après lesquelles, le conjoint en cas de nouveau mariage et l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français, voient leur rente viagère transformée en capital égal à trois annuités, ne peuvent pas être entendues à la rente due par le tiers sans une disposition expresse de la loi (2).

Le même motif nous détermine à refuser la conversion en capital prévue par l'art. 9, al. 1 et 21, al. 2, de la loi de 1898 de la rente due par le tiers responsable.

Quant à la disposition de l'art. 21, al. 1, qui permet aux parties après avoir déterminé le chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident de décider que le service de la pension sera suspendu ou remplacé tant que l'accord subsistera pour tout autre mode de répartition, il faut refuser

(1) En ce sens, Aubry et Rau, t. V, p. 531, Loubat, 1754, Contr., Sachet 792.

(2) Sur le second point, MM. Aubry et Rau, ont une opinion contraire, 531 ; dans le même sens, Sachet 795.

de l'appliquer à l'indemnité due par le tiers, la loi du 22 mars 1902, n'autorisant aucune dérogation au paiement de l'indemnité sous forme de rente (1).

Mais, si les dommages-intérêts mis à la charge du tiers dépassent la valeur du maximum alloué par la loi de 1898, est-ce que la portion d'indemnité dépassant ce maximum pourra être allouée en capital ?

La Cour de Grenoble, — 9 août 1909, D. P. 1911, 2, 324, — a admis l'affirmative, en décidant que si la victime de l'accident en étant un employé industriel ou commercial protégé par la loi du 9, exerce en même temps, pour son propre compte un commerce lucratif complètement distinct, elle a droit contre le tiers responsable à une indemnité complémentaire, représentant la dépréciation ou la perte du fonds de commerce, qui peut, malgré le texte de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, être allouée en capital non en rente viagère, dès lors que la victime reçoit par ailleurs, sous forme de rente, le maximum de celle à laquelle elle pouvait prétendre en vertu de la loi du 9 avril 1898.

Cette solution était à peu près unanime en jurisprudence. La Cour de Paris, dans un arrêt plus récent que celui que nous avons rapporté ci-dessus, disait que le tiers responsable d'un accident du travail est tenu de payer à l'ouvrier, outre la rente viagère que la loi accorde à celui-ci contre son patron, une indemnité complémentaire couvrant la totalité du préjudice matériel et moral qu'il a subi du fait de

(1) En ce sens, Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 531, Soubat, 1755.

l'accident et que cette indemnité alimentaire peut être allouée à l'ouvrier en capital (Paris, 10 mai 1910, D. P. 1911, 5, 30). (Voir en même sens Trib. civ. Seine, 23 mai 1911, *Rec. pér. des ass.*, 1911, page 503.)

L'argument que font valoir les arrêts précités est le suivant :

D'après l'art. 7 de la loi de 1898, l'indemnité qui incombe à l'auteur de l'accident, exonère le patron à due concurrence des obligations mises à sa charge par la loi de 1898. Or, pour permettre cette imputation, la loi du 22 mars 1902, modifiant sur ce point l'art. 7, exige que l'indemnité due par le tiers soit comme celle qui incombe au patron, allouée sous forme de rente viagère. Cependant, comme l'art. 7 prescrit expressément le recours contre le tiers « aux règles du droit commun », lequel comporte notamment la faculté d'allouer une indemnité en capital, le paragraphe introduit dans l'art. 7 par la loi du 22 mars 1902 n'est qu'une exception à cette dernière règle et que, par conséquent, elle doit être limitée au cas en vue duquel elle a été écrite, c'est-à-dire au cas où pourrait se produire une difficulté de calcul pour l'imputation des deux indemnités l'une sur l'autre.

Cette solution était approuvée par la doctrine presque entière. « L'action réservée, disent MM. Aubry et Rau, — par l'art. 7 à la victime ou à ses représentants contre les auteurs de l'accident autre que le patron, ses ouvriers ou préposés étant, d'après les termes exprès du texte, soumise aux règles du droit commun, on avait conclu avec raison

que les dommages-intérêts obtenus par cette voie, pourraient être alloués aussi bien sous forme de capital que sous forme de vente... (t. V, p. 530, 5^e éd.). Voir aussi : Sachet, n° 796 et une note *Rec. pér. des ass.*, 1911, p. 505-506).

Cependant, la Cour de cassation, par l'arrêt du 17 janvier 1912, cassant la décision de la Cour de Paris du 10 mars 1910, adopte le système contraire, à savoir que, l'indemnité due par le tiers auteur responsable de l'accident doit être attribuée en cas d'incapacité permanente sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites, non seulement pour la partie de l'indemnité mise à la charge du patron, mais encore, pour celle qui dépasse les allocations forfaitaires de la loi du 9 avril 1898.

Cette solution se fonde sur l'application littérale de la loi du 22 mars 1902 qui dit seulement que lorsque l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, la rente mise à la charge du tiers devra être attribuée sous forme de rente, sans distinguer dans l'indemnité due par le tiers responsable de l'accident, la partie destinée à exonérer le chef d'entreprise et l'autre partie qui dépasse les réparations forfaitaires de la loi de 1898.

Voici l'arrêt de la Cour de cassation (D. P., 1912; 1, 77).

« Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 12 avril 1906, la législation sur les responsabilités du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales :

Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902, l'in-

démnité à laquelle peuvent être condamnés envers la victime ou ses représentants, les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés doit être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites.

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Duriot employé de L., commerçant assuré à la compagnie « la Providence », a été victime d'un accident du travail ayant entraîné une incapacité permanente et totale ; qu'il condamne en conséquence la compagnie « la Providence » substituée à L., à servir à Duriot une rente de 1849 francs ; que statuant au même temps sur l'action dirigée par la compagnie « la Providence » et par Duriot contre la compagnie générale des voitures à Paris, tiers responsable de l'accident, il condamne cette dernière à payer à Duriot outre le demi-salaire et les frais médicaux et pharmaceutiques, la rente de 1849 francs, laquelle rente, servie par la Caisse nationale des retraites, exonérera jusqu'à due concurrence la compagnie « la Providence » des condamnations mises à sa charge, qui l'a condamné enfin à payer à Duriot à titre de complément d'indemnité, une somme de 15.000 francs en capital avec intérêt suivant la loi.

« Attendu que si la Cour avait le droit de condamner la compagnie générale des voitures de Paris, tiers responsable de l'accident à payer à Duriot une indemnité supérieure à celle que la loi mettait à la charge de son patron, cette indemnité cependant ne pouvait être attribuée, à la victime atteinte d'incapacité permanente, que sous forme

de rente servie par la Caisse nationale des retraites.

« Que les termes de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sont absolus et ne permettent pas de distinguer dans l'indemnité due par le tiers responsable de l'accident, la partie destinée à exonérer le chef d'entreprise et qui devait être accordée dans les mêmes formes que celle qui avait été mise à sa charge, et l'autre partie, qui, dépassant les réparations forfaitaires de la loi de 1898, serait livrée au pouvoir souverain du juge du fait qui demeurerait le maître de la forme sous laquelle le paiement serait effectué.

Qu'il suit de là qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué a violé l'article sus visé.

Pour ces motifs casse... mais seulement en ce qu'il a condamné la compagnie générale des voitures à payer à Duriot la somme de 15.000 francs en capital au lieu de lui attribuer une indemnité sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites et renvoie devant la Cours d'Amiens. »

QUATRIÈME PARTIE

Procédure.

L'action contre le tiers responsable de l'accident devant aux termes du § 1 de l'art. 7 de la loi de 1898, être exercée conformément aux règles du droit commun, c'est la procédure ordinaire qui doit être suivie, non celle de la loi de 1898.

Le tribunal compétent sera le tribunal du domicile du tiers, non celui du lieu de l'accident.

La victime ou ses représentants peuvent porter leur demande, soit devant la juridiction répressive si la responsabilité du tiers découle d'une infraction pénale, soit devant le tribunal de commerce, si l'auteur de l'accident est un commerçant agissant dans l'exercice de son commerce, soit devant le tribunal administratif dans le cas où l'auteur de l'accident est un entrepreneur des travaux publics (Cass., 6 juill. 1903, S., 1905, 2,268).

Le préliminaire de conciliation devant le juge de paix est obligatoire dans le cas où l'action contre le tiers est portée devant le tribunal civil.

De même, le patron ne peut pas appeler le tiers en ga-

rantie dans l'instance engagée contre lui par le blessé, suivant les formes de la loi de 1898, le recours en garantie n'étant pas soumis à la loi de 1898.

L'ouvrier qui intente l'action de droit commun contre le tiers responsable ne bénéficie pas de plein droit, comme sous le régime de la loi de 1898, de l'assistance judiciaire. Il doit la demander suivant les formes de la loi du 10 juill. 1901.

Le délai d'appel et d'opposition est celui du droit commun.

Quant à la prescription, l'action contre le tiers est soumise à la prescription de droit commun, qui est dans l'espace de 3 ans, tandis que l'action spéciale de la loi de 1898 se prescrit par un an.

En ce qui concerne la preuve, les règles du droit commun devant être appliquées, le blessé et le patron sont tenus de prouver, en dehors du préjudice que leur a causé l'accident, la faute du tiers.

Enfin, contrairement à la loi de 1898, la condamnation contre le tiers emportera hypothèque judiciaire.

CINQUIÈME PARTIE

Conclusion.

Parvenu au terme de notre étude, nous devons tirer en peu de mots les conclusions pratiques qui s'en dégagent.

Tout d'abord sur la nature juridique de l'action exercée par la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, contre le tiers à la faute duquel est imputable l'accident, nous avons partagé l'avis, qu'elle est une action directe et personnelle, se fondant sur les art. 1382 et s., C. civ., et que l'art. 7 de la loi de 1898 n'a pas créé une action nouvelle d'une nature différente, ni en faveur de la victime, ni en faveur du chef d'entreprise.

La jurisprudence tout en admettant cette solution à l'égard de la victime ou de ses représentants, ne permet pas au patron d'agir contre le tiers qu'au moyen d'une action de subrogation légale.

L'argument qu'elle fait valoir, nous l'avons déjà indiqué, c'est d'éviter un renouvellement de débats qui pourrait aboutir à des décisions contraires.

Cette doctrine nous a paru contraire non seulement au texte de l'art. 7, mais aussi aux principes généraux du droit.

Vivement courbattue, elle a été abandonnée par certaines Cours d'appel, qui consacrent dans leurs décisions récentes la solution d'après laquelle le chef d'entreprise bénéficie contre le tiers responsable de l'accident d'une action personnelle et directe fondée sur le préjudice que lui a causé l'accident.

Les conséquences immédiates de cette dernière solution sont d'une importance pratique capitale. Le chef d'entreprise pourra agir contre le tiers, sans tenir compte de l'action intentée déjà contre ce dernier par la victime et sans être forcé de se désister sous peine de voir son action déclarée irrecevable, quand le blessé agit après lui. La transaction conclue entre l'ouvrier et le tiers sera à son égard « *res inter alios acta* », et les exceptions opposables au blessé ne pourront en aucune façon paralyser l'action du chef d'entreprise.

Quant au sens du mot « tiers, » la Cour de cassation a fait de même fausse route, en refusant l'exercice du recours de droit commun non seulement contre le patron ou ses ouvriers et préposés, mais aussi contre la personne à la disposition de laquelle l'ouvrier a été mis par son patron.

Elle arrive ainsi, à ajouter au texte de l'art. 7, qui permet l'exercice de l'action de droit commun contre tous les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers préposés.

Cette solution en dehors de son caractère illégal, a le grand désavantage de donner une situation trop favorable au substitué du patron, qui ne pourra être actionné en ré-

paration du préjudice, ni par l'action spéciale de la loi de 1898, ni au moyen du recours de droit commun.

Il convient donc d'admettre, que le chef d'entreprise à la disposition duquel l'ouvrier a été mis ne pouvant être considéré, ni comme patron, ni comme ouvrier et préposé de ce dernier, pourra être attaqué en vertu de l'art. 1382, Code civil, et comme conséquence considéré comme tiers au sens de l'art. 7.

En ce qui concerne les effets de l'action de droit commun; nous avons vu que les indemnités mises à la charge du tiers exonèrent jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise.

Cependant, dans le cas où la rente due par le tiers dépassera le maximum alloué par la loi de 1898, nous avons affirmé que ce supplément d'indemnité ne pourra pas être alloué en capital.

Cette solution nous a paru plus conforme au texte de l'art. 7, qui ne fait aucune distinction dans l'indemnité due par le tiers, entre la partie destinée à exonérer le chef d'entreprise et l'autre partie qui dépasse les réparations forfaitaires.

La jurisprudence qui admettait une opinion contraire, s'est fixée dernièrement, par un arrêt de la Cour de cassation que nous avons indiqué au cours de notre travail, dans le sens de l'opinion à laquelle nous nous rallions.

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE.

Vu, le Président,

PLANIOL.

Vu et permis d'imprimer,

le Vice-recteur de l'Académie de Paris.

LIARD.

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Personnes pouvant exercer l'action de droit commun

Chapitre I. — Exercice de l'action par la victime ou ses représentants	9
Chapitre II. — Exercice de l'action par le patron	23
§ I. — Nature juridique de l'action. — Doctrine	28
§ II. — Jurisprudence	40
§ III. — Intérêt du débat	46
Chapitre III. — Exercice de l'action par l'assureur	56

DEUXIÈME PARTIE

Tiers contre lesquels l'action de droit commun peut être exercée

Chapitre I. — Distinction entre le chef l'entreprise et le tiers responsable de l'accident	63
Chapitre II. — Distinction entre le tiers et l'ouvrier et préposé du patron	68

Directeur éditorial — (1906) Librairie

Chapitre III. — Recours du patron contre ses ouvriers et préposés	81
--	----

TROISIÈME PARTIE

Effets de l'action de droit commun	85
--	----

QUATRIÈME PARTIE

Procédure	101
---------------------	-----

CINQUIÈME PARTIE

Conclusion	103
----------------------	-----

